



Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
Nations Unies
OCHA
République Démocratique du Congo

Mission d'évaluation des besoins humanitaires Province du Katanga

Mission d'évaluation des besoins humanitaires 2005

Rapport Final de la Province du Katanga

Résumé Sommaire

1. Les grandes problématiques dans les territoires visites

Dans les territoires du nord Katanga, (district de Tanganyika, le triangle Kitenge-Ankoro-Mitwaba), l'**insécurité** générée par les hommes armés et les membres des services dits « de sécurité » constitue l'épineux problème dont souffre la majeure partie de la population.

L'**enclavement** géographique est unanimement évoqué parmi les préoccupations des administrateurs et des populations. L'état désastreux du réseau routier rend les communications particulièrement difficiles.

Généralement diffus, le danger se fait plus aigu dans les zones fortement militarisées. Celles-ci coïncident singulièrement avec les régions minières, où l'extraction artisanale des matières précieuses (l'or à Lunga dans le territoire de Nyunzu, la cassitérite à N'konga dans le territoire de Mitwaba, etc.) est synonyme d'argent facile pour quiconque a un pouvoir de contrainte.

Le comportement globalement nuisible des forces armées nationales et de la police sensées protéger la population, tout comme l'anarchie qui règne dans l'activité minière, avec son cortège de détresses sociales, sanitaires et économiques, est davantage du ressort du politique.

Outre le niveau des infrastructures générales délabrées qui placent le territoire de **Mitwaba** comme le moins doté et le plus pauvre des sites visités ; sur le plan des besoins humanitaires des territoires du nord Katanga, on peut noter :

- **l'accès difficile à la nourriture dans les territoires de Mitwaba, Manono et Kabongo (Kitenge).**
- **l'approvisionnement difficile en eau potable et manque d'assainissement :** (Manono, Kongolo, Nyunzu, Kalemie)
- **les soins de santé dérisoires** notamment dans les territoires de Mitwaba, Ankoro et Kitenge (territoire de Kabongo) et Kalémie. Dans ces zones, la conjugaison de ces insuffisances se traduit par une aggravation de la situation sanitaire de la majorité des habitants et des déplacés/retournés. Ce qui nécessite une intervention humanitaire multisectorielle urgente notamment dans le domaine de la couverture sanitaire.
- **Les abris et les biens non alimentaires rudimentaires :** Mitwaba, Ankoro (dans le territoire de Manono) et Kitenge (dans le territoire de Kabongo) présentent une piètre figure à cause du grand nombre de déplacés/retournés dans cette zone.
- **la situation de l'enseignement** (primaire et secondaire) **déplorable** : c'est à Mitwaba, Ankoro et Kitenge (territoire de Kabongo) que l'on retrouve le plus haut taux d'abandon et le plus grand nombre d'écoles détruites. A Mitwaba, le taux de scolarisation est de 16% et 30 écoles sont délabrées, parfois sans toit et à Ankoro et Kitenge 60% d'écoles ont été détruites. Nyunzu enregistre 30% de taux de scolarisation et 30% des 72 écoles ne sont plus fonctionnelles par suite de destruction ; Manono et Kalémie suivent avec 32% et 36% de taux de scolarisation primaire et au secondaire Manono a 14%.

2. Résumé Des Principales Recommandations

- Restaurer l'**autorité de l'Etat** sur l'ensemble du territoire national par des décisions de redéploiement des effectifs de la police, des FARDC, des services de sécurité et le rétablissement de la justice ;
- Distribuer des vivres et renforcer des centres nutritionnels pour la prise en charge des mal nourris (PAM, UNICEF, ONG de la nutrition) à Mitwaba; Réapprovisionner les centres nutritionnels en rupture de stock et non appuyés et augmenter le nombre des aires de santé qui ont des centres nutritionnels et assurer un approvisionnement régulier en intrants
- Appuyer les familles vulnérabilisées (4.326 ménages de déplacés à Kitenge, 5.069 ménages à Ankoro, 2.309 à Mitwaba, 2.130 à Kalemie en vivres pour la protection de semences, en intrants agricoles, d'élevage et de pêche, en privilégiant des productions à cycle court (FAO, PAM, ONG de la sécurité alimentaire)
- Appuyer de manière ponctuelle en biens non alimentaires 80% des 391.425 déplacés et retournés dans les différents sites identifiés.
- Dans la périphérie de Kitenge (territoire de Kabongo) appuyer les 70% de sa population retournée depuis janvier 2005 (118.491 personnes) en Kits retour. Appuyer les déplacés de Sampwe dans le territoire de Mitwaba (4.401 personnes) en biens non alimentaires et en vivres.
- A Mpiana (territoire de Manono), assister plus de 1.600 personnes qui sont déplacées à cause des incursions des Mayi-Mayi à la fin mai 2005 et qui sont logées dans des abris de fortune (anciennes bâtisses détruites et en paille).
- A Ankoro, faciliter le retour de 90% de 30.754 personnes déplacées qui sont prêtes à rentrer à Manono-centre, (12.391), à Kabalo (4.593), à Kalemie (3.448), à Nyunzu (2.932), à Kongolo (2.714) et dans les Kivu (1.839), malgré une situation sécurité précarité.
- Au Nord de Kitenge à 25 Km, assister 10.661 personnes qui sont retournées à Sohe-gare et vivent dans des conditions difficiles. Ils ont trouvé un abri dans les hangars de la compagnie de chemin de fers SNCC mais se retrouvent dans une situation précaire – pas de latrines, pas d'eau potable). Ils ne reçoivent pas d'aide humanitaire car la force armée de Tshindja-tshindja continue d'inquiéter les alentours de cette zone en la rendant inaccessible du point de vue sécuritaire.
- Rouvrir les voies d'accès vitales au trafic comme l'aéroport de Manono (Gouvernement)
- Fournir des intrants de purification et de traitement rapide de l'eau à Kalemie, Kongolo, Nyunzu, et Manono ;
- Aménager les sources d'eau potable et forages sur les axes :
 - Kalemie Kyoko/Bendera
 - Nyunzu/Kabeya-
 - Manono/Myumba
 - Kongolo/Mbulula
 - Mitwaba/Sampwe
- Restaurer la fourniture d'eau potable à l'hôpital général de Manono et de Kongolo ;
- Rendre opérationnelles les zones de santé de Ankoro, Mitwaba, Kitenge, Kalemie
- Intégrer la lutte contre le VIH / SIDA dans toutes les activités à caractère humanitaire ;
- Renforcer la surveillance épidémiologique pour réduire les risques d'épidémie ;

- Appuyer massivement les écoles primaires conventionnées et non conventionnées, par l'octroi de fournitures de base à près de 75.000 élèves du territoire de Mitwaba, d'Ankoro, de Kitenge et des écoles de Muyumba, Kyoko.
- Appliquer la politique nationale de désarmement, démobilisation et de réinsertion.

Méthodologie :

Endroits visités

L'équipe d'évaluation du nord Katanga a visité 30 localités situées dans 6 territoires et 3 des 5 Districts de la Province du Katanga : Tanganyika, Haut Katanga, Haut Lomani. Les localités situées dans le territoire de Malemba-Nkulu (District du Haut Lomani) n'ont pu être visitées en raison de la présence signalée des groupes armés Mayi-Mayi sur l'axe Mitwaba/Malemba-Nkulu.

Déplacements

L'essentiel des déplacements entre territoires s'est effectué par voie aérienne. En revanche, à l'intérieur des territoires il été possible d'effectuer les visites dans les groupements ou localités par voie de route en véhicule tout-terrain. Sur certains tronçons où la circulation des tout-terrain reste possible, les déplacements sur des voies très accidentées, ont été extrêmement lents et le franchissement de la rivière Lukunga sur une pirogue instable avait paru dangereux.

Conditions de vie

Les conditions d'hébergement ont été relativement difficiles mais l'équipe a toujours été accueillie avec beaucoup de chaleur par les populations . Elle a respectivement habité chez le chef de village (Kyoko), été reçue par une ONG partenaire (ADRA, GOAL,) ou la paroisse (Kitenge,Ankoro,Mitwaba). L'équipe n'a bénéficié d'un éclairage électrique qu'au Guest Relax de Kongolo.

Sécurité

Des questions d'insécurité ont été à l'origine de l'annulation de deux destination : Malemba-Nkulu et Kabalo. A Kabalo, Les mayi-mayi ont remplacé les FARDC et font régner l'insécurité tandis que l'axe Mitwaba-Malemba-Nkulu était déconseillé à cause des affrontements entre les mayi-mayi et les FARDC. Un véhicule de CARITAS transportant des vivres du PAM pour les déplacés de Mitwaba a du rebrousser chemin avec sa cargaison.

Choix des localités visitées

Dans les territoires, les villages visités par l'équipe étaient ceux qui sont peu ou pas couverts par les organisations humanitaires internationales. Le choix a été souvent opéré avec le concours de l'administrateur du territoire ou le Chef du poste d'encadrement administratif (pour leur connaissance du territoire ou du secteur). Il a été aussi requis les propositions des ONG quand elles sont présentes. Dans les voyages organisés avec l'appui des MILOB, le choix des localités à visiter restait cependant conditionné par la disponibilité de ceux-ci et aussi par les consignes de sécurité. Dans ces conditions, il ne peut être affirmé que les localités choisies sont

toujours représentatives des situations réelles des territoires étudiés. Par ailleurs le manque de fiabilité des données démographiques officielles et leur disparité selon les sources rendent aléatoire tout calcul de taux (prévalence de maladies, accès aux services de santé, à l'eau potable, taux de scolarisation, etc.) à partir des chiffres de la population.

Dans ces conditions il a paru utile d'organiser avec les groupes socio-économiques une trentaine de focus group afin de rencontrer un large panel d'interlocuteurs locaux, responsables villageois, représentants d'associations ou de comités, de la société civile, personnel enseignant, médical, techniciens. Des visites des ménages individuels ont été également organisées.

Organisations qui ont coopéré avec la mission.

La mission a rencontré des ONG nationales (KAL à Budi, APEDE à Kitenge, ACP à Mitwaba) mais celles-ci n'ont pu l'accompagner en raison notamment de l'insuffisance de places dans les véhicules. En revanche CARITAS Lubumbashi a accompagné la mission à Kitenge, Ankoro et Mitwaba.

Les organismes humanitaires du Système des Nations Unies présents dans les endroits visités ont généreusement offert leur contribution à la mission d'évaluation. Quelques bureaux de terrain de ceux-ci ont apporté une assistance précieuse en personnel et en logistique à l'équipe : PNUD, PAM, MONUC (pendant les étapes de Kalemie/Bendera/Nyunzu/Kongolo. le PAM Lubumbashi a délégué son chargé de programme sur l'axe Kitenge/Ankoro/Mitwaba.

3. CONTEXTE DE LA PROVINCE DU KATANGA

Géographie

La province du Katanga se situe au sud de la République Démocratique du Congo avec une population estimée à 6.277.782 habitants. Elle s'étend sur une superficie de 496.877 Km² et a une densité de 12 habitants au Km². C'est la deuxième province sur le plan de l'étendue, après la province orientale.

Petite histoire

La partie Nord du Katanga a été pendant toute la période de conflit sous la gestion du RCD et la ligne de front, au niveau du triangle Ankoro-Kitenge-Mitwaba a connu des événements qui ont vulnérabilisé la population. La forte présence des groupes armés et le processus de démobilisation en panne fragilisent cette région en proie aux violences et aux déplacements massifs des populations.

Principaux groupes ethniques

Les principaux groupes ethniques dans cette partie du territoire national sont les Luba, Tabwa, Holo Holo, Kahanga, Babuyu, Songhe, Hemba, Yashi, Kusu, Bambote, Lengwe, Banyaviura.

Economie

L'économie des territoires visités dans la partie nord de la province repose essentiellement sur la production alimentaire (production végétale, animale, pêche, chasse) aujourd'hui confrontée à une crise sévère et à la concurrence de l'extraction minière artisanale. La production minière artisanale est globalement lucrative mais elle est aussi à l'origine de nombreux maux dont notamment l'abandon de l'école par les jeunes enfants.

La production agricole souffre par ailleurs de deux handicaps majeurs : l'enclavement, qui entrave fortement la commercialisation des produits et la chute de la production dû à l'insécurité de ces dernières années : dégénérescence des semences, diminution des surfaces emblavées, pillage du cheptel bovin (Kalemie), caprin et des poulaillers, disparition de l'outillage agricole.

Groupes socio économiques : Les groupes socio économiques identifiés dans les territoires visités figurent dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Groupes socio-économiques

Groupe socio économique	Activité principale	Avoirs	Localité
Pygmées	-Cueillette (chasse, ignames, bois de chauffe...) -m.o. agricole	-Sans champs - Abris en paille - haillons pour vêtements	Partout
Agriculteurs	Travaux champêtres	- Champs	Partout
Exploitants miniers	Exploitants artisanaux des minerais	Rien à signaler	-Bendera -Nyunzu -Kongolo -Manono
Pêcheurs	Pêche dans le fleuve Congo	RAS	Ankoro
Petits commerçants revendeurs	Achat et revente des bricoles	RAS	Partout
Transporteurs cyclistes	Transport de marchandises et de personnes contre rémunération	RAS	Partout
Administratifs salariés	Travaux de bureaux, enseignement, encadrement de planteurs, soins de santé	Parfois des maisons en dur	Partout

Parmi les **groupes socio économiques** les plus affectés par la crise, la mission a retenu : (1) les **agriculteurs déplacés ou retournés récents (point 9.2)** : sur 391 425 déplacés et retournés (61 864 ménages), la mission estime à 90% les ménages d'agriculteurs, soit 55 678 ménages vulnérabilisés ; (2) les **pygmées** dont la survie dépend en grande partie des prestations dans les champs des agriculteurs, (3) les **pêcheurs** ayant perdu l'essentiel de leur matériel de travail, (4) les **exploitants miniers malchanceux**.

Sécurité.

La situation dans le nord Katanga (district du Tanganyka et le triangle Kitenge-Ankoro-Mitwaba), est caractérisée par une insécurité quasi permanente entretenue par des groupes armés encore actifs notamment dans les territoires de Mitwaba, Manono, Kabalo, Malemba-Nkulu et à Kitenge.

Les interventions humanitaires, qui devraient être orientées dans les zones de retour des déplacés, se heurtent au problème d'accès tant physique que sécuritaire (250 tonnes de vivres livrées par le PAM à CARITAS Lubumbashi et destinées aux déplacés de Mitwaba depuis plus de 2 mois ne sont toujours pas parvenues en juin, lors du

passage de la mission). Les camions de transport ont été arrêtés en chemin les 20, 21 et 22 mai 2005 par les Mayi-Mayi.

Le non paiement de salaires des militaires les contraint à mal se comporter en commettant des exactions (réquisitions de vélos, collecte de vivres) sur les populations civiles.

L'activisme de certains groupes armés prend le pas sur l'autorité de l'Etat et occasionne une résistance farouche au brassage. La reconnaissance par la hiérarchie militaire des grades de certains leaders sans reconnaître ceux des autres, semble être une des raisons de ce blocage. Mais aussi, la main mise sur les mines des matières précieuses, le braconnage dans les parcs nationaux et les conflits de pouvoirs traditionnels.

Les affrontements qui ont toujours opposé les bandes armées aux Forces Armées de la RDC, influent sur les groupes vulnérables notamment les déplacés (89.472 personnes), les retournés (281.953) les enfants non accompagnés, les orphelins, les femmes enceintes et allaitantes et les vieillards.

Entre Décembre 2004 et janvier 2005, 11.870 personnes qui fuient les affrontements entre Constantin et Buzito dans le groupement de Kakuyu, territoire de Kabalo ont trouvé refuge à Kateya, territoire de Kongolo, à environ 118km. Elles sont retournées dans leur village d'origine vers le mois de février 2005.

A Mitwaba, 9.500 personnes se sont déplacées après les affrontements du 17 mars 2005 entre les FARDC et les éléments de Gédéon à N'konga à 25 Km de Mitwaba.

A Manono, l'insécurité provoquée par Gédéon dans le groupement Monga, à une centaine de Km, vient d'occasionner depuis les dernières semaines du mois de mai 2005, un déplacement de plus de 1.349 personnes enregistrées à Mpiana, 120km au sud de Manono.

La conséquence immédiate des ces actes et de tant d'autres commis par les différents groupes armés est la limitation de l'espace humanitaire dans cette partie et l'insuffisance d'assistance aux victimes.

Gouvernance

La partie Nord de la Province du Katanga (District de Tanganyika, territoire de Mitwaba, la cité d'Ankoro et le Poste d'encadrement administratif de Kitenge) est en proie à de problèmes de gouvernance liée à la déliquescence de l'autorité de l'Etat. Le contrôle par des groupes armés de vastes espaces situés à cheval sur les territoires de Kongolo, Kabalo, Manono, Mitwaba prédispose cette partie de la République à une situation "d'Iturisation" certaine. Le Nord- Katanga qui se trouve à la remorque de la situation prévalant dans les deux Kivu, subit constamment l'influence des événements qui s'y déroulent, malgré le processus de réunification du territoire national.

Des groupes armés y occupent des localités, groupements, voire collectivité (N'Konga) qui échappent complètement au contrôle des autorités congolaises attitrées. En général, les entités occupées par des groupes armés posent de sérieux problèmes d'accessibilité sécuritaire. Les Mayi-Mayi ont institué leur propre administration à N'konga. Ni des éléments des FARDC, ni la police congolaise n'y sont actuellement

présents. Cette situation est considérée comme l'un des plus grands handicaps à l'organisation des élections au Nord- Katanga.

Une autre question épineuse de gouvernance réside dans les litiges issus de la guerre. Il s'agit notamment de l'existence de deux services de sécurité (ANR et DSR) et de deux commandements (Coordination Mayi-Mayi et Brigade en place) dans le district de Kongolo.

L'administration : Presque partout, des structures étatiques sans moyens sont réduites à assurer les services minima. A cela s'ajoute l'absence des titulaires dans certaines collectivités, groupements et localités (N'Konga dans le district de Mitwaba). Certains vivent dans la clandestinité parce que recherchés par des groupes armés (Mbulula dans le territoire de Kongolo). L'administration souffre aussi de la dualité des structures, germe de conflit potentiel de compétence. A ce sujet, la démarcation n'est pas souvent claire entre la collectivité et le poste d'Encadrement administratif de l'Etat.

Conséquences

L'insuffisance de partenaires humanitaires au Nord Katanga, des ressources financières réduites et l'inaccessibilité physique font que les besoins vitaux des populations vulnérables identifiés ne sont pas couverts. Les affrontements sporadiques, le délabrement des structures sociales, notamment le très mauvais état ou l'inexistante des routes, constitue une contrainte à la planification des activités des humanitaires dans les zones de crise.

La Province du Katanga se retrouve actuellement dans une lancée à double vitesse, avec Lubumbashi et la partie Sud dans une phase de relance économique perceptible et le Nord Katanga, dans une phase de crise aigue oubliée. Les programmes multisectoriels orientés vers les villages de retour des personnes déplacées subissent très fortement les influences de cette dichotomie au niveau de la province.

Information sur les enfants, ENA, veuves, vieillards.

600 enfants non accompagnés sont recensés à Kalemie, 80 enfants démobilisés (avec certificats) sont prêts pour une réinsertion sociale. 300 enfants soldats se retrouvent auprès des unités commandées du chef Mayi-mayi Muta à Kongolo. Les anciens enfants combattants sont récupérés par le colonel Mufu III de la coordination Mayi-Mayi, notamment à Sola.

La plupart des ces enfants ont été enrôlés dans les différents groupes par force. 100 enfants orphelins victimes de la guerre sont encadrés à Manono par l'association PROOSACO (Projet d'orphelinat Sacré-cœur).

Lors des événements de N'konga, les FARDC ont arrêté 88 personnes déplacées soupçonnées d'être des Mayi-mayi de Gédéon, parmi lesquels une soixantaine d'enfants.

LES SECTEURS HUMANITAIRES

1) SANTE et NUTRITION

Le Nord-Katanga enregistre une faible couverture sanitaire. Sur les 236 aires de santé, il n'y a que 91 qui sont assistées¹. Ces aires de santé assistés reçoivent certains médicaments essentiels pour traiter les maladies courantes, vacciner les enfants, assurer les accouchements dans les conditions acceptables par endroit. Ces aires de santé ne couvrent que 40% de la population du district. 60% de la population (soit 1.144.337 habitants) sont sans accessibilité réelle à des soins de santé de qualité. Même dans les zones de santé assistées, la fourniture des médicaments essentiels n'est que partielle et ne couvre que les quelques pathologies prévalentes dans les aires de santé.

Le paludisme est la principale cause des consultations de la population. Chez les enfants, il est la principale cause des décès avec la diarrhée, les infections respiratoires aiguës et la rougeole. Les médecins des différentes zones de santé évoquent des cas cliniques de VIH/Sida. Le manque d'intégration du programme VIH/Sida dans le paquet minimum d'activités et la rareté des ressources ne permettent pas d'en mesurer l'ampleur et d'y faire face.

Chez les mères, les complications liées à la grossesse et le paludisme sont les principales causes des décès.

L'accès à l'eau potable est un problème crucial de santé publique dans le district de Tanganika. Il y a des endroits où les sources d'eau tarissent pendant la saison sèche et la population a recours à l'eau des rivières ou des marigots qu'elle consomme sans aucun traitement préalable. Cela favorise la recrudescence des maladies hydriques (diarrhées).

La couverture vaccinale est faible. Elle varie entre 18% pour la zone de santé de Nyunzu et 65% pour la zone de santé de Kongolo pour le vaccin DTC3. Pour la vaccination contre la rougeole, la couverture varie de 21% à Nyemba à 61% à Manono. Ces taux traduisent la difficulté d'accès à des services de santé et la grande vulnérabilité des enfants non vaccinés par endroit. D'une façon générale, le district de Tanganyika et le triangle Kitenge-Ankoro-Malembe-Nkulu est une zone sinistrée. Cependant, les endroits les plus vulnérables comme les zones de santé de Moba, Ankoro, Kalémie et Kitenge ont plusieurs aires de santé non opérationnelles, une couverture vaccinale basse (18,2 à 57,5%), le taux d'utilisation des services (0,43 à 50%) et le taux des accouchements assistés à un niveau bas (3,6 à 50,3%). Il a été cependant difficile d'avoir des données chiffrées par rapport au fléau du VIH/Sida, qui semble important selon les discussions.

Etat de Santé

¹ Idem

Selon une enquête de IRC en 2004, le taux de mortalité brut est trois fois plus élevé par rapport au seuil admis en situation d'urgence soit 3,3 (2,7-3,9) pour 10.000/j. Les causes de mortalité sont : le paludisme 27,4%, les diarrhées 11,8%, la malnutrition 9%, les infections respiratoires aiguës 6,1%, la rougeole 2,1%. Le taux de vaccination varie entre 22,5% à Kansimba et 65,3% à Kongolo pour le DTC3 et de 21% à Nyemba et 60,6% à Manono en ce qui concerne la vaccination contre la rougeole. Plusieurs aires de santé n'étant pas opérationnelles, cela diminue aussi le taux d'accessibilité aux soins de santé.

Quant à la mortalité des enfants de moins de cinq mois, le seuil est cinq fois plus élevé que le seuil admis soit 11,3 (9,4-13,3) pour 10.000/jour. Cela est dû au fait que plusieurs aires de santé ne sont pas fonctionnelles, les enfants ne sont pas vaccinés, l'eau potable est difficilement accessible, etc.

La mortalité maternelle s'explique par la faible accessibilité à la consultation prénatale et la couverture en accouchements assistés. Ce taux est de 3,6% à Ankoro et 59,3% à Kiambi.

Le système de santé

Le Médecin Inspecteur du district de Tanganyika a indiqué que les bâtiments de l'inspection de santé du district, des bureaux centraux des zones de santé et des centres de santé sont vétustes.

Certains centres de santé ont été brûlés et l'accès à l'eau est encore difficile dans les centres de santé. Etant donné les ressources assez limitées des partenaires qui interviennent dans les zones de santé, l'appui aux structures de santé n'est que partiel comme évoqué plus haut (40% des aires de santé appuyées).

Exemple : l'appui apporté à l'hôpital général de référence de Manono par l'Ong Goal, concerne la fourniture des médicaments essentiels et une prime au personnel travaillant au service de pédiatrie et de la maternité. Les médicaments reçus ne couvrent pas tous les besoins de l'hôpital général de référence en médicaments essentiels.

Dans le district de Tanganyika, il y a 14 ONG qui interviennent. Elles interviennent dans plusieurs domaines notamment : la réhabilitation de hôpitaux généraux de référence, des centres de santé, fourniture des médicaments essentiels, l'aménagement des sources d'eau et des routes, la construction des ponts, l'encadrement des paysans, la fourniture des semences.

Le problème est que ces acteurs n'occupent que des zones bien limitées laissant plusieurs autres sans support.

Ressources humaines

Le Médecin Inspecteur du district de Tanganyika a 21 médecins chefs des zones de santé dans sa juridiction. Aucun de ces médecins n'a été formé en soins de santé primaires. C'est la même situation en ce qui concerne le personnel infirmier

Financement

C'est grâce aux partenaires actuels que les zones de santé sont opérationnelles et arrivent ainsi à assurer la couverture sanitaire à 40% de la population à desservir, soit plus ou moins 762.892 habitants sur les 1.907.229 habitants que compte le district de

Tanganyika. Aucun appui financier de la part du gouvernement n'a été signalé. La population n'a pas encore repris les activités économiques dans la plupart des cas et il est difficile de mettre en pratique le système de recouvrement des coûts.

Accessibilité aux services de santé

Les 236 aires de santé ont été planifiées pour s'occuper des soins de santé de la population du district. Sur le plan géographique, certaines distances sont très longues (180 km de Ankoro au centre de santé Nkanda) pour accéder à la structure de référence. Le mauvais état des routes diminue fortement l'accessibilité. Beaucoup de gens ont recours à la médecine traditionnelle. Le transfert se fait par vélo.

Pour parcourir 120 km de Kalémie à Bendera, l'équipe d'évaluation a mis 7 heures, soit 18 km par heure. La zone de santé de Kongolo qui faisait payer 50frs à la consultation, a augmenté ce montant à 150frs dans quatre centres de santé, a vu que la fréquentation de ces quatre centres de santé a baissé de plus de la moitié après le premier mois.

Le centre de santé Notre Dame de Budi applique les tarifs suivants : consultation + fiche 100frs; antimalaria 100frs ; soins de 300 à 1.000frs ; accouchement eutocique 700 francs ; accouchement dystocique 1.200 francs.

Ces montants ne sont pas abordables pour la plupart des personnes (femmes et hommes) rencontrées. L'accessibilité économique constitue un handicap pour une population qui sort d'une longue guerre au cours de laquelle tous les biens ont été volés, certaines maisons incendiées et les champs dévastés.

Les partenaires qui assistent la population prônent la gratuité des soins qui du reste se justifie par l'état de pauvreté aiguë inhérente à la condition des populations assistées. Cependant, ils ne mettent pas en place des mécanismes d'appropriation par ces mêmes populations pour assurer la pérennisation des programmes. Ces programmes arrivent à terme quand bien même les facteurs de détresse ne sont pas éradiqués.

Utilisation des services

Services préventifs

La couverture vaccinale est basse. Elle est de 22% pour Kansimba et de 65% pour Kongolo en ce qui concerne le vaccin DTC3. Pour ce qui est du vaccin contre la rougeole (VAR), le taux varie entre 21% à Nyemba et 84% à Ankoro. Ceci indique clairement pourquoi il y a la survenue des épidémies comme celle de la rougeole qui a eu lieu dans la zone de santé d'Ankoro autour du centre de santé Nkanda situé à 180 km d'Ankoro.

La faible couverture vaccinale expose les enfants aux maladies infectieuses qu'on pouvait prévenir par le vaccin.

Services curatifs

Le taux des accouchements assistés est de 3,6% à Ankoro et 52% à Kalémie. Celui de la consultation prénatale (CPN) est de 27% à Ankoro et de 92% à Mbulula et celui de la consultation préscolaire (CPS) qui varie entre 31% à Mbulula et 92% à Kabalo.

Le taux d'utilisation des services curatifs varie entre 0,43% à Mbulula et 33% à Kabalo. Il est assez bas aux centres de santé n'ayant pas des médicaments essentiels contre les maladies courantes et la population recourt ainsi à la médecine traditionnelle.

Approvisionnement en médicaments essentiels

Ce sont les partenaires présents dans chacune des zones de santé appuyées qui ravitaillent les HGR et les CS en médicaments essentiels. Mais la plupart des ZS ont signalé plusieurs jours de rupture des stocks, que ce soit en médicaments ou en matériels. Il y a une centrale d'achat des médicaments en construction à Kalémie, qui pourra ainsi dans un proche avenir, fournir les médicaments aux CS et HGR.

Il nous semble urgent d'entreprendre des actions en ce qui concerne le paludisme qui est la première cause de mortalité, par manque d'accès aux médicaments, aux moustiquaires imprégnées et à l'assainissement du milieu.

A court terme la situation est préoccupante en ce qui concerne l'utilisation des services.

Nutrition

1. Situation nutritionnelle

La situation nutritionnelle est très préoccupante dans la région du Nord Katanga. Les indicateurs reflètent un état nutritionnel très précaire pour toutes les tranches d'âge surtout chez les enfants de moins de 5 ans. Le Kwashiorkor a été identifié comme étant la forme de malnutrition aiguë la plus fréquente et la plus répandue.

Les données statistiques des formations sanitaires indiquent un taux de malnutrition globale de 7 à 18%. Les données recueillies par l'équipe confirment les résultats obtenus lors des enquêtes nutritionnelles précédentes conduites dans ces mêmes zones de 2004 à 2005 et qui ont indiqué un taux malnutrition globale de 10 et 20% ⁽²⁾

La problématique de la malnutrition globale se pose sous deux volets. Le premier volet concerne la malnutrition chronique, endémique dans toute la région, due aux mauvaises habitudes alimentaires et autres facteurs culturels (tabous). Le second volet concerne la malnutrition aiguë et sévère qui est la forme ciblée par les programmes d'assistance humanitaire.

La majorité des intervenants ont mis en place des programmes d'une durée égale ou inférieure à six mois. Les programmes d'appui aux centres nutritionnels de supplémentation et thérapeutiques à Kalemie, Mahila, Kongolo, Sola, Mbulula, Kitenge appuyés respectivement par Solidarités, Caritas/BDOM, MSF/France prennent fin au mois de juillet 2005. Par contre, les intervenants suivants ont mis fin à leur programme d'appui : COOPI à Budi (décembre 2004), MSF/Belgique à Mitwaba et à Kasungeji (avril 2005), et MSF/France à Kaboto. Bien souvent, aucune évaluation préalable de

² Enquêtes de GOAL à Manono (zone de santé de Manono, Mulongo, Kambi) en juin 2004 et de l'ONG Solidarité à Kalémie (zone de santé de Kalémie et de Nyemba) en janvier 2005.

l'impact du programme sur l'état nutritionnel ne sanctionne la fin du programme d'appui alors que la situation nutritionnelle est encore préoccupante. Cela soulève ainsi la problématique de la redéfinition de la notion de « l'urgence humanitaire ».

Peu de programmes nutritionnels apportent un appui intégral qui associe la réhabilitation nutritionnelle des personnes malnutries et l'éducation des ménages sur la sécurité alimentaire. A Nyunzu, MSF/Espagne a mis en place un traitement intégré de la malnutrition sévère qui comprend des séances de stimulation psychomotrice des enfants.

D'autre part, les programmes nutritionnels ont enregistré des ruptures de stocks des aliments allant jusqu'à 12 mois pour la période 2004-2005 suite à des problèmes logistiques avec comme conséquence les échecs de traitement et la baisse du taux d'utilisation des services. Suite à l'insuffisance des ressources, la prise en charge de la malnutrition s'est limitée aux enfants de moins de 5 ans dans la plupart de centres nutritionnels visités. A Ankoro et à Mitwaba, l'équipe a observé un retard de croissance au sein de la population. En effet, les données statistiques au CNT à Mitwaba indiquent 71% de marasme et (Kwashiorkor) de 29% parmi les malades reçus au cours de la période de janvier à mai 2005

La situation nutritionnelle pourrait se détériorer davantage et s'avérer explosive dans le triangle Kitenge- Ankoro- Mitwaba si aucune assistance humanitaire d'urgence n'est apportée dans les tous prochains jours aux populations vivant dans ces zones. Cet axe compte 76261 personnes déplacées et 121931 personnes retournées. La présence des bandes armées incontrôlées et les tracasseries militaires créent un climat d'insécurité et bloquent les activités agricoles.

Dans le village Kilewu - situé à 45 km de Kitenge - l'équipe a constaté un état de malnutrition aiguë (Kwashiorkor), généralisée au sein de toute la population y compris le chef du village.

L'équipe a observé un manque de complétude et promptitude des données statistiques relatives à la malnutrition.

2. Causes de la malnutrition

Malnutrition chronique

L'ensemble des zones visitées couve une malnutrition chronique liée aux de mauvaises habitudes alimentaires, aux facteurs culturels et à l'ignorance. Le manioc est l'aliment de base et les mets sont essentiellement à base de la farine et de feuilles de manioc.

Les aliments locaux sont riches en micronutriments, mais ne sont pas consommés en quantité suffisante ou ne sont pas incorporés dans la ration journalière.

Malnutrition aiguë

La malnutrition aiguë est induite par des facteurs multisectoriels à savoir l'insécurité ou les conflits armés à la base de déplacements massifs des populations ; l'inaccessibilité géographique et économique ; les pathologies associées sur fond de malnutrition chronique ; le manque d'accès à l'eau potable; les facteurs climatiques ; les naissances trop nombreuses suite au manque de l'offre des services de planning familial, le sevrage abrupt et précoce des enfants et l'ignorance.

L'insécurité liée aux attaques des villages par des groupes armés incontrôlés et les tracasseries militaires et policières freinent la production agricole.

L'inaccessibilité aux services de santé due à l'absence de l'offre des services ou à l'inaccessibilité géographique liée au mauvais état des voies de communication a pour conséquence l'aggravation des états pathologiques chez des personnes en état de malnutrition chronique.

Certains parents surtout les mères ne peuvent acheminer leurs enfants et assurer leur suivi dans les centres nutritionnels à cause de manque d'habits et de charges de ménage ou encore lorsque la ration alimentaire de l'accompagnant n'est pas assurée au niveau des centres nutritionnels.

Les enfants âgés de moins de 5 ans (6 à 59 mois), les femmes enceintes et allaitantes sont les groupes les plus vulnérables.

L'équipe a observé des cas de faible poids à la naissance à Kaseya (2%), Mitwaba (5%), (Kitenge (51%),

Il manque des données à ce sujet pour certains sites par manque de balances pèse-bébé.

4. Partenaires /ONGs d'appui : ONGs retirés (Alisei, COOPI, MSF/Belgique ,Médecins du Monde) et ONGs en cours de programme (Caritas, GOAL, MSF/Espagne, MSF/France, Solidarités).

Recommandations

1. Rendre opérationnelles les zones de santé en vue de mettre en œuvre le paquet minimum d'activités pour la prévention, les soins et l'assainissement du milieu, et assurer le renforcement des capacités des ressources humaines
2. Augmenter l'accès à l'eau potable aux milliers des ménages qui en manquent surtout pour les déplacées et les retournés;
3. Aménager certaines routes prioritaires pour faciliter l'accessibilité aux soins et le décollage de l'économie ;
4. réapprovisionner les centres nutritionnels en rupture de stocks et augmenter le nombre des aires de santé dotées de centres nutritionnels et assurer un approvisionnement régulier en intrants.
5. Redéfinir le concept « urgence humanitaire » pour le coller aux réalités de terrain. Les donateurs devraient pouvoir mettre en place une politique de transition et de retrait ;
6. Faciliter la communication dans les villages par l'installation des radios communautaires pour l'éducation des masses dans le domaine de la santé, de l'agriculture etc.
7. Intégrer le sida dans toutes les activités à caractère humanitaire ;

8. Renforcer la surveillance épidémiologique pour diminuer la survenue des épidémies comme le choléra à Kongolo et la rougeole à Ankoro.

2) SECURITE ALIMENTAIRE

Suite aux guerres, 89 472 déplacés et 281 953 retournés récents, soit au total environ 61 864 ménages, ont tout perdu, y compris les intrants de production alimentaire, les stocks de vivres, les saisons culturales, les maisons incendiées à répétition (voir point 9.2).

Le potentiel vivrier est énorme dans le Nord Katanga et avant la guerre, chaque famille d'agriculteur produisait à suffisance sa nourriture et le surplus commercialisable. Aujourd'hui, à cause de la guerre, de l'insécurité et des ses effets collatéraux, la disponibilité alimentaire et l'accessibilité à la nourriture se sont drastiquement amenuisés.

1. DISPONIBILITE :

2. Calendrier saisonnier

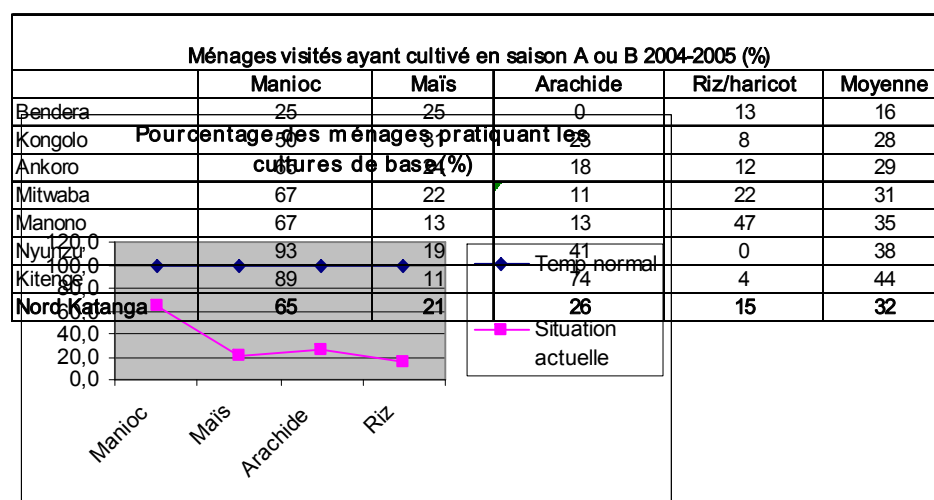
Le calendrier agricole du Nord Katanga se présente de la manière suivante :

Calendrier culturel N-Katanga												
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Semis saison 1												
Récolte saison 1												
Semis saison 2												
Récolte saison 2												
Enclavement												
Pêche												
Soudure												
Cueillette												
Travaux saisonniers												

La saison 1 est celle qui donnait le plus de productions, parce que plus pluvieuse. Mais maintenant, avec les perturbations climatiques, il advient que la saison 2 devance la saison 1.

3. Les productions vivrières et animales du Nord Katanga

La mission a visité 120 ménages répartis dans 11 villages (liste en annexe), à la



période qui correspond à la récolte de la saison 1 et de la saison 2. La plupart des ménages visités (environ 75%) étaient soit des retournés de moins d'une année, soit

des déplacés récents. Il n'a donc pas été possible d'obtenir des éléments sur les récoltes en cours, mais plutôt sur les cultures pratiquées. Le tableau ci-dessus résume les données collectées :

Les principales cultures vivrières pratiquées au Nord Katanga sont, en ordre d'importance décroissante : (1) le manioc, (2) le maïs, (3) l'arachide, (4) le riz, ex æquo avec le haricot. L'hypothèse de travail en temps normal est que les ménages pratiquent à près de cent pour cent ces quatre spéculations, sur une campagne annuelle.

La mission a noté une diminution très importante du nombre de ménages ayant cultivé pendant la saison A ou B (2004-2005), une baisse de 40% pour le manioc, la première culture, et d'environ 80% pour le maïs, arachide et riz (graphique). De plus, les superficies emblavées accuseraient également une diminution allant de 25 à 50%. Les ménages qui ont pu cultiver en saison B déplorent les faibles rendements obtenus à cause des perturbations climatiques (sécheresse) et de la mauvaise qualité de semences utilisées.

La culture la plus pratiquée demeure le manioc pour 65% des ménages. Outre qu'il constitue la denrée alimentaire la plus consommée, il présente en effet l'avantage de se multiplier par les boutures qui ne sont pas consommables et donc pas volables et qui se conservent pendant des années dans la forêt. C'est donc le manioc que la population retrouve quand elle redémarre la production agricole, à défaut de semences d'autres espèces, pillées, consommées ou mortes. Par contre, la variété locale en culture ne donne les premières récoltes qu'après 18 mois.

Le centre de Bendera a le taux le plus bas de production (16 % des ménages par culture en moyenne), du fait que l'activité principale des habitants est l'exploitation artisanale des mines d'or, même avant la guerre.

Par contre, **les villages de Kaboto et de Budi, visités à Kitenge, présentent le plus grand nombre de champs (44% des ménages par culture),** probablement en raison d'une intervention du CICR avec des intrants agricoles en 2004 (Budi) et du fait que Kaboto n'avait jamais été attaqué durant les hostilités et a servi de lieu de refuge des déplacés.

L'élevage aussi a subi tous les impairs de la guerre : 44% de ménages ne possèdent pas la moindre volaille ; environ 90 % n'ont ni étang piscicole, ni cobaye, ni lapin, ni petit bétail, à cause des pillages.

Contraintes à la production.

Parmi les principales contraintes à la production, sont cités : (1) l'insécurité entretenue par des groupes armés, à Kitenge, Mtwaba, Manono et Kabalo (2) le pillage ou la perte, lors des déplacements récurrents, des intrants agricoles de base ; (3) la perte de saisons agricoles, suite aux déplacements des populations ou au retour récent des lieux d'exil, (4) la faiblesse physique due à la faim, à la malnutrition, ou à la maladie, (5) la nécessité de se construire des cases, (6) le très faible niveau de revenus qui ne permet pas le financement à un bon niveau, des activités agricoles.

4. Utilisation du revenu

Les moyennes de l'utilisation des revenus proviennent des entrevues menées avec les ménages et englobe tous les groupes socio économiques. Les revenus sont donc

utilisés à 58% pour acheter la nourriture, à 17% pour payer les frais de scolarité, tandis que l'habillement et les soins de santé absorbent respectivement 12 et 10% (tableau). Il est à noter qu'au fil de l'année ces pourcentages varient en fonction des besoins (par exemple, lorsque une personne sera malade ou à la rentrée scolaire des enfants).

Tableau : utilisation du revenu familial

	Nourriture (%)	Soins de santé (%)	Scolarité (%)	Habillement (%)	Autres (%)
Bendera/Kalemie	50	20	15	15	0
Manono	78	5	11	4	2
Kitenge/Kabongo	54	3	16	24	3
Ankoro	50,7	12,1	23,6	7,1	6,4
N-KATANGA	58	10	17	12	3

Il convient cependant de remarquer que près de **58 % du revenu est consacré à l'achat de la nourriture**, pour suppléer au très faible niveau des productions relevé ci-dessus. Particulièrement, le village Muyumba à Manono, enregistre le taux le plus élevé d'achat de la nourriture à cause du très faible revenu journalier des ménages retournés récents, qui résulte de la petite pêche dans les marres et de la vente du menu poisson (80 Fc en moyenne par jour). Ce revenu suffit à peine à acheter du manioc et une botte de feuille de manioc pour préparer un repas pour la famille. Leurs propres champs de manioc, jeunes, n'ont pas encore donné de récoltes.

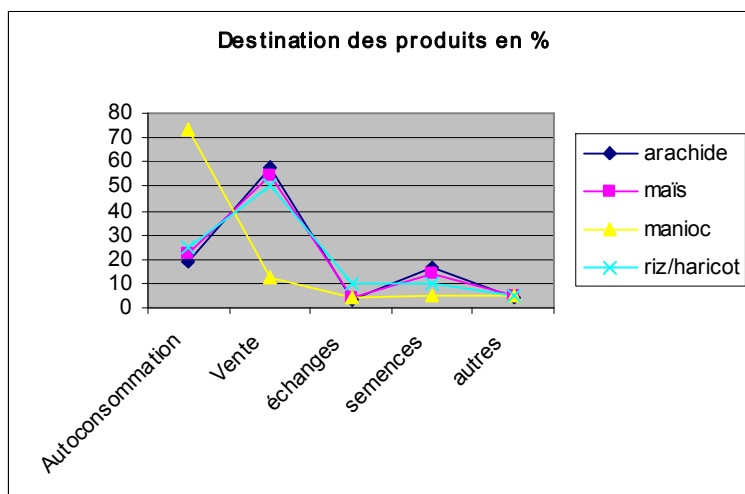
La santé reçoit une bien faible dotation, parce que MSF et GOAL y apportent une assistance gratuite alors que les besoins d'habillement et la nécessité de scolariser les enfants sont assumés entièrement par les ménages.

5. Utilisation de la production

Au Nord Katanga, la majeure partie de la production (44%) est vendue, tandis que 35% est autoconsommée et 11%, conservée comme semences.

La mission note que ce sont les **produits à haute valeur nutritive** en termes de protéines (arachide, maïs, riz, haricot) qui **sont le plus vendus** (environ 55%), et que c'est **le manioc, l'aliment le moins riche en valeur nutritive, qui est le plus consommé** (à plus de 70%) (graphique ci-dessous).

Cette situation tient à la fois aux habitudes alimentaires et à la situation de crise et entraîne des conséquences désastreuses sur l'état nutritionnel des enfants comme



-Madame Christiane, pourquoi vendez-vous le peu de poissons que vous pêchez au lieu de le donner à manger aux enfants ?
 - Si je le donne aux enfants, chacun aura un petit morceau de la taille d'un bout de doigt. Mais si je le vends, j'aurai 80 Fc (environ 0,15 USD) ; Je pourrai acheter du manioc à 60 Fc et des feuilles de manioc à 20 Fc. Cela suffira pour un repas et pour toute la famille.

des adultes (voir point 626 et tableau).

6. ACCESSIBILITE :

Physique : En moyenne, les villages visités se trouvent à environ 40 Km des centres commerciaux importants. Les petits marchés locaux dans les villages sont très pauvres et les gens doivent marcher près de 40 Km, s'ils veulent s'approvisionner en denrées essentielles.

Approvisionnements et flux commerciaux : Par rapport à la situation avant guerre, les circuits d'approvisionnement et les flux commerciaux ont connu des perturbations importantes, comme indiqué au tableau ci-dessous :

Tableau : Perturbation des circuits d'approvisionnement et de flux commerciaux

Perturbation des circuits d'approvisionnement et des flux commerciaux		
Lieux	Phénomène	Conséquences
Nyunzu	Cassure du pont sur la rivière Lukuga, vers Kalemie et baisse du trafic ferroviaire vers Kindu et Lubumbashi	Mévente des produits locaux et baisse du prix payé au producteur, surenchères des produits exogènes, notamment le poisson provenant de Kalemie et l'huile de palme du Maniema (Kindu) ; tracasseries...
Kongolo	Les nouveaux hommes d'affaires (Nande) en provenance du Nord Kivu, instaurent un trafic aérien et le réorientent vers Goma et Bukavu.	Les produits vivriers sont délaissés pour des minerais précieux et des biens manufacturés ; appauvrissement des producteurs agricoles ; abandon des pistes de desserte agricole.
Manono	-Fermeture de l'aéroport aux vols commerciaux depuis le 25 janvier 2005. -Baisse de la production agricole consécutive à la situation de guerre et à l'exploitation minière artisanale	Chute du cours local de la cassitérite (exploitation artisanale) et baisse de revenu. Inversion des flux des produits alimentaires de base, comme le manioc qui doit être importé d'autres territoires.
Kitenge	Baisse du trafic ferroviaire et de la quantité des produits commercialisés : arachide, maïs	Baisse de revenu, difficultés accrues d'approvisionnement.
Ankoro	Baisse des captures du poisson, principal produit de négoce	Baisse des flux commerciaux et des échanges ; baisse de revenu.
Mitwaba	Insécurité entretenue par des bandes armées	Arrêt des flux commerciaux ; difficultés d'approvisionnement.

Ces perturbations engendrent à la fois une perte notoire de revenu et du pouvoir d'achat, une grande pauvreté et une grande difficulté d'accès aux produits alimentaires.

Les prix à la consommation sont influencés par ces perturbations, mais les données récoltées ne permettent pas toujours la comparaison entre différents milieux, à cause de la variabilité des unités utilisées, parfois sous le même nom. A titre d'exemple, le prix moyen d'un sac de maïs payé au producteur de Nyunzu est de 5 \$US contre 20\$US rendu Kalemie, soit une marge de 300% au profit des intermédiaires. Et à Mitwaba, il faut vendre un bassin d'arachides (15 Kg) pour acheter une bouteille d'huile de palme (72 cl) ; l'huile de palme est en effet approvisionnée à partir de Kongolo, via Mlemba-Nkulu. A cause de l'insécurité prévalant sur l'axe Malemba-Nkulu – Mitwaba, le flux des approvisionnements s'est estompé, entraînant une hausse vertigineuse des prix à la consommation.

Les moulins étaient présents dans 55% des villages visités. Dans les autres villages, ils se situaient à environ 40 Km de distance. Ceci expliquerait en partie pourquoi les ménagères ne peuvent y accéder et pourquoi le maïs dont la mouture manuelle est pénible, est peu consommé, vendu ou transformé en alcool.

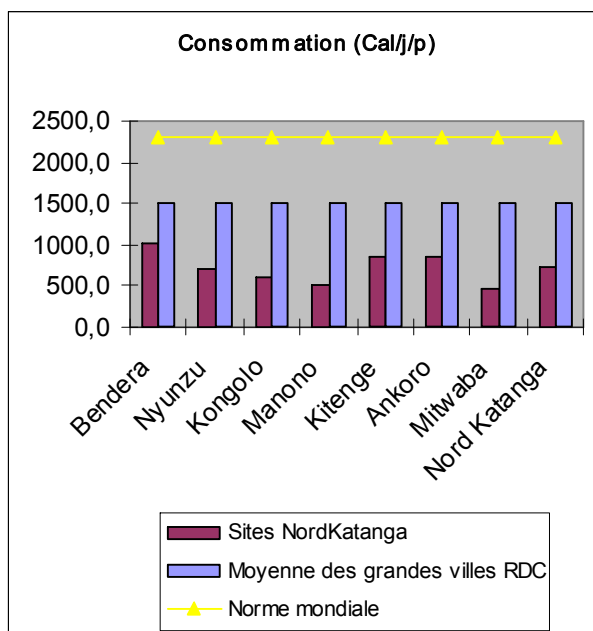
Stocks alimentaires : 30 % des ménages visités avaient un stock vivrier, dont environ 20%, le stock d'un jour. Les stocks étaient constitués en grande partie de petites quantités de manioc à consommer le lendemain et parfois de panier de semences d'arachide ou de sac de riz (20 kg).

Accès à la nourriture. Le tableau ci-dessous décrit la situation de l'accès à la nourriture en termes de nombre de repas par jour, des calories consommées la veille, du pourcentage des ménages ayant consommé de la viande ou du

Territoire	Moyenne repas/jour	Moyenne des calories/pers/jour	%Ménage ayant consommé de la viande ou du poisson	%Ménages ayant des enfants avec oedèmes
Bendera	1,6	1030,5		
Nyunzu	1,0	713,8	0	
Kongolo	1,5	596,7	0	
Manono	1,1	503,2	20	
Kitenge	2,0	856,3	20	50
Ankoro	1,4	855,2	30	20
Mitwaba	1,1	457,4	0	20
N-Katanga	1,4	716,2	11,7	30

poisson la veille et du pourcentage des ménages ayant des enfants avec oedèmes³

La consommation en calories par personne et par jour, est **extrêmement bas** à **Mitwaba** (457cal/p/j) selon l'enquête, où, à la suite des pillages de champs à maturité par des bandes armées, deux saisons de suite, et à la suite des attaques récentes de leurs villages, les déplacés et les retournés récents doivent consommer des déchets de manioc pour survivre. D'une manière générale, le niveau de consommation dans les villages visités (571 cal/p/j) est alarmant, de moitié la moyenne de la consommation dans les grandes villes du pays (1500 cal/p/j)⁴ et très en dessous de la norme mondiale (2300 cal/p/j)(graphique).



La consommation de la viande ou du poisson est « symbolique » et est accessible à peine à 12 % des ménages visités.

En conséquence, la prévalence de la malnutrition des enfants y compris des adultes est très élevée : 50 % des ménages visités dans deux villages de Kitenge ont des personnes avec oedèmes, tandis que ce taux baisse à 20% à Ankoro et à Mitwaba.

Il convient de noter la présence des centres nutritionnels (MSF) à Kitenge et à Mitwaba, ce qui pourrait expliquer la différence des situations.

³ (source : données directes de l'évaluation.

⁴ FAO : Bulletin d'information sur la sécurité alimentaire en RDC

Economique : les ménages n'ont pas assez d'argent pour se procurer des produits alimentaires et non alimentaires tel que l'huile, le sucre, le sel et le savon. Le revenu

Kileo, un village de Kitenge, incendié trois fois, en trois ans consécutifs. Les populations réfugiées en forêt, ont entamé le retour au village depuis avril 2004. La localité compte déjà 320 ménages retournés. Du chef du village jusqu'au dernier bébé, tout le monde a développé des oedèmes et paraît anémié. Pour survivre, les femmes fouillent dans les vieux champs de manioc, dont elles vont vendre des tubercules à 37Km (à Kitenge). L'horreur de la situation a interdit tout questionnement plus détaillé

mensuel des déplacés et retournés récents varie entre 3000 et 5000 Fc, soit entre 6 et 10 dollar américain. Les populations d'accueil gagnent deux à trois fois plus. Les transporteurs cyclistes obtiennent environ 16000 Fc, soit 32 \$US, nettement au dessus des enseignants, infirmiers et autres administratifs relevant de la fonction

publique et dont le salaire varie entre 1000 et 5000 FC.

Groupes socio économiques : Les groupes socio économiques identifiés dans les territoires visités figurent dans le tableau suivant :

Tableau : Groupe socio-économique

Groupe socio économique	Activité principale	Avoirs	Localité
Pygmées	-Cueillette (chasse, ignames, bois de chauffe...) -m.o. agricole	-Sans champs - Abris en paille - haillons pour vêtements	Partout
Agriculteurs	Travaux champêtres	- Champs	Partout
Exploitants miniers	Exploitants artisanaux des minerais	RAS	-Bendera -Nyunzu -Kongolo -Manono
Pêcheurs	Pêche dans le fleuve Congo	RAS	Ankoro
Petits commerçants revendeurs	Achat et revente des bricoles	RAS	Partout
Transporteurs cyclistes	Transport de marchandises et de personnes contre rémunération	RAS	Partout
Administratifs salariés	Travaux de bureaux, enseignement, encadrement de planteurs, soins de santé	Parfois des maisons en dur	Partout

Parmi les plus affectés par la crise, la mission a retenu : (1) les **agriculteurs déplacés ou retournés récents (point 9.2)** : sur 391 425 déplacés et retournés (61 864 ménages), la mission estime à 90% les ménages des agriculteurs, soit 55 678 ménages vulnérabilisés ; (2) les **pygmées** dont la survie dépend en grande partie des prestations dans les champs des agriculteurs, (3) les **pêcheurs** ayant perdu l'essentiel de leur matériel de travail, (4) les **exploitants miniers malchanceux**.

Parallèlement, quatre types de mécanismes de survie ont été identifiés :

- **La main tendue** pour obtenir des dons, au niveau de la solidarité familiale, confessionnelle ou des familles d'accueil ;
- Le recours à la **nature nourricière** sous différentes formes : cueillette d'ignames sauvages ou de feuilles de manioc résiduelles, petite pêche dans les mares, petite chasse des rats dans la brousse, ramassage du bois de chauffe ;
- **Le travail rémunéré** en vivres, ou en espèces dans les champs d'autrui ;
- Les activités de **petite transformation** : artisanat, production de l'alcool ;
- Le **petit commerce** des bricoles.

La production d'alcool à base du maïs et du manioc est répréhensive à deux titres : elle soustrait le maïs à la consommation et elle favorise la consommation incontrôlée de l'alcool, participant de ce fait à la détérioration de l'état sanitaire de la communauté.

Les aides reçues

Les interventions humanitaires entreprises en 2004 et en 2005 se résument comme au tableau ci-dessous :

Tableau : les aides reçues

Territoire	Agence d'exécution	Partenaire	Bénéficiaire	Nb bénéficiaires	Assistance	Période
Kitenge/Kabongo	PAM	ADRA	Déplacés de guerre	1900 ménages (10500 pers)	vivres, ration de 3 mois	2004
	FAO	COOPI	Retournés de guerre	3500 ménages (17500 pers)	Outils ar.+ sem.	2004
Kalemie	FAO	Solidarité	Retournés de guerre		Outils aratoires et semences	
	FAO	Caritas	Retournés de guerre		Outils aratoires	2005
	PAM	Caritas	Retournés de guerre		Vivres	
Nyunzu	FAO	Caritas	Retournés de guerre		Outils ar.+sem	
	PAM	Caritas	Retournés de guerre		Vivres	
	FAO	MSF esp	CNS et CNT		Houe +sem. mar.	2004-2005
Kongolo	FAO	Caritas	CNS et CNT		Houe +sem. mar.	2005
	FAO	Assocopas+ Sadec	Associations semencières		Multiplication de semences	2004-2005
Manono	Goal		Familles vulnérables	10 000 ménages	Outils ar.+sem	2004-2005
					Petit élevage, Multiplicatioin de semences,	
Manono/Ankoro	CICR	ASCODIA	Associations de développement		Maraîchage	2004
Mitwaba	FAO	ACF	Vulnérables	3480 ménages	Kits mar.	2005

On compte ainsi 2 agences des N.U. plus le CICR, 4 ONG internationales, 5 ONG locales. L'impact général de l'aide est resté très limité : selon les chiffres disponibles, l'aide n'a pu atteindre que 18 880 ménages face à 92 791 familles nécessiteuses, soit un taux de couverture de 20 %. L'immensité du territoire, la modicité des moyens mis à disposition par les donateurs, les contraintes d'accessibilité physique et l'insécurité persistante dans certaines parties sont autant de facteurs qui ont enrayé les progrès potentiels.

Besoins à combler

Les besoins à combler concernent essentiellement les familles déplacées et retournées (61 864), ainsi que les familles d'accueil (voir point 9). Dans l'hypothèse de travail que pour 2 familles de déplacés – retournés, on assiste 1 famille d'accueil, l'assistance totale devra porter sur 92 791 ménages dont 40911 à Kitenge et environs et 22 000 à Manono. Ceci implique un accroissement des efforts pour une plus grande couverture du territoire et pour la prise en charge des enfants et adultes mal nourris, pour appuyer la reprise des activités de production alimentaire des groupes vulnérabilisés (agriculteurs déplacés ou retournés récents, pygmées, pêcheurs sans matériels) et

pour augmenter l'accessibilité des populations à la nourriture, ainsi que pour accroître l'espace humanitaire.

Conclusions :

Sur l'ensemble des six territoires visités au Nord Katanga, la mission note que la situation de la sécurité alimentaire est alarmante, autant du point de vue de la disponibilité des vivres que de l'accès à la nourriture.

Cette situation influe sur l'état nutritionnel des populations et se traduit par une prévalence extrêmement élevée de la malnutrition aiguë aussi bien chez les enfants que chez les adultes, notamment à Kitenge, Manono, et Mitwaba.

Les interventions antérieures sont restées très limitées (20% des besoins) en termes de volume, du nombre de structures d'intervention, du nombre des bénéficiaires et de la couverture territoriale.

Parmi les **groupes socio économiques** les plus affectés par la crise, la mission a retenu : (1) les **agriculteurs déplacés ou retournés récents**, (2) les **pygmées** dont la survie dépend en grande partie des prestations dans les champs des agriculteurs, (3) les **pêcheurs** ayant perdu l'essentiel de leur matériel de travail, (4) les **exploitants miniers malchanceux**. Ces groupes sont présents dans les six territoires du Nord Katanga où il est urgent d'agir pour éviter une catastrophe humaine à grande échelle.

RECOMMANDATIONS:

A cette fin, la mission recommande les actions suivantes :

À court terme :

- Combattre l'insécurité et les tracasseries et rétablir la paix (Gouvernement, MONUC)
- Distribution générale des vivres et renforcement de la capacité des centres nutritionnels pour la prise en charge des mal nourris (PAM, UNICEF, ONG de la nutrition) ;
- Appui aux familles vulnérabilisées en vivres pour la protection de semences, en intrants agricoles, d'élevage et de pêche, en privilégiant des productions à cycle court (FAO, PAM, ONG de la sécurité alimentaire) ;
- Rouvrir les voies d'accès vitales au trafic comme l'aéroport de Manono (Gouvernement)

A moyen terme

- Mise en œuvre d'un programme de multiplication de semences vivrières avec des associations paysannes, pour répondre aux besoins en quantité et en qualité (Gouvernement, Bailleurs de fonds, FAO, ONG) ;
- Mise en œuvre d'un programme d'appui à la pisciculture familiale (Gouvernement, Bailleurs de fonds, FAO, ONG) ;
- Redynamiser l'unité de production locale d'outils aratoires à Manono, où il ne manquerait que le courant électrique et appui aux forgerons locaux à Mitwaba (Gouvernement, FAO, ONG) ;

- Réhabiliter les routes de desserte agricole (Gouvernement, Bailleurs de fonds, FAO, ONG) ;
- Promouvoir le « crédit agricole» (Gouvernement, Bailleurs de fonds, FAO, ONG)

3) Eau et Assainissement

La population des sites visités est composée de personnes déplacées et ou retournées dont le séjour dans les sites d'accueil ou de retour varie de 2 à 36 mois. Existence d'une forte présence des personnes déplacées à Ankoro et dans plusieurs sites du territoire de Mitwaba. Le territoire de Mitwaba compte près de 13.877 personnes déplacées. La reprise des activités économiques est en général faible.

Du fait de la guerre, toutes ces populations, déplacées et retournées, sont aujourd'hui dépourvues de ressources matérielles et financières après les pillages successifs et incendies des villages, des champs, ustensiles de cuisine même après les hostilités. Nous avons noté une présence très réduite des intervenants dans le secteur de l'eau alors que les besoins sont immenses.

1. Maladies liées à l'eau et à l'assainissement

Les maladies hydriques les plus courantes dans la région du Nord-Katanga sont les diarrhées (simples et dysenteries), le choléra, la fièvre typhoïde, l'onchocercose. Les personnes rencontrées ont souligné que l'incidence de l'épidémie de cholera est souvent déclenchée lorsque les sources et les puits tarissent. Pendant la saison sèche, il y a de longues files dans les points d'eau et il faut 5 à 6 heures d'attente voire une journée de plus pour obtenir un bidon de 20 litres. Pour contourner ce fait, les gens se rendent soit au fleuve, soit au lac ou dans les rivières pour s'approvisionner en eau. Des cas de cholera ont été enregistrés dans les territoires de Kalemie (chef lieu du district), Nyunzu (Kabeya-Mayi), Kongolo (324 cas en 2003, 25 cas en 2004 et 4 cas au premier trimestre 2005), Manono (cité de Mulongo) Kalemie (chef lieu du district), Nyunzu (Kabeya-Mayi), Kongolo (chef lieu du territoire), Manono (cité de Mulongo), zones où les populations tirent pour l'eau de boisson les eaux superficielles (rivières, lacs, fleuve).

Les indicateurs choisis sont :

- Choléra : endémique
- Diarrhée : conditions d'hygiène
- Gale : indicateur d'hygiène corporelle

Les pathologies hydriques sont souvent citées comme un des principaux facteurs de morbidité mais leur impact sur le taux de morbidité et de mortalité n'a pas mentionné des valeurs précises.

L'accès à l'eau potable demeure une préoccupation majeure de santé publique dans l'ensemble des trois districts du Nord Katanga où 78% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Ce manque d'accès à l'eau potable est à la base de la fréquence des maladies hydriques qui affectent les territoires visités (diarrhées simples ou sanglantes, fièvre typhoïde, onchocercose) L'épidémie de cholera est plutôt périodique notamment dans les territoires de Kalemie, Kongolo, Manono.

Des cas de cholera ont été enregistrés dans les territoires de Kalemie (chef lieu du district), Nyunzu (Kabeya-Mayi), Kongolo (324 cas en 2003, 25 cas en 2004 et 4 cas au premier trimestre 2005), Manono (à Mulongo) Kalemie (cité chef lieu du district), Nyunzu (Kabeya-Mayi), Kongolo (chef lieu du territoire), Manono (cité de Mulongo), zones où les populations tirent pour l'eau de boisson dans les eaux superficielles (rivières, lacs, fleuve).

2. EAU

Les sources aménagées et non aménagées constituent la principale source d'approvisionnement en eau des populations du Nord-Katanga. Par contre, le sol rocheux à Kitenge et à Mulongo (territoire de Manono) constitue également un obstacle au forage des puits. En même temps, l'activisme de milices armées incontrôlées bloque l'évaluation des besoins en eau dans les zones non sécurisées.

Outre le critère lié à la « qualité intrinsèque » de l'eau, la problématique de l'eau dans ces zones touche également l'aspect « stockage » dans des récipients appropriés pour éviter toute contamination pendant toute la durée de conservation. Les trois types de récipients servant à la conservation de l'eau dans les ménages ; les cruches en terre cuite de 10 litres de capacité (plus de 95% dans les villages), les bidons de 20 litres en plastic, les bassins en tôles fabriqués localement.

99% des ménages interrogés ont déclaré ne pas traiter l'eau et 80% d'entre eux sont peu informés sur les maladies hydriques. Les Pygmées constituent le groupe le plus vulnérable.

A la question posée au groupe focus-femmes à Muhuya : êtes-vous informées de maladies occasionnées par l'eau non potable ? Trois quarts d'entre elles disent « non » et les autres affirment qu'elles sont informées et citent la diarrhée. Pourquoi ne prenez-vous pas la précaution de bouillir l'eau destinée à la boisson ? Réponse : « quand bien même nous aurions été informées, avec quoi le ferions-nous puisque nous n'avons même pas de marmites pour préparer les mets. Tout a été pillé. Quelques femmes se lèvent et ramènent de leurs maisons des marmites usées presque ayant perdu leurs bordures supérieures qu'elles posent devant nous. La même scène s'est produite à Mapanga, kyoko, Muyumba, Milongwe, Kisandi et d'autres villages.

A Kalemie, chef-lieu du district de Tanganyika, seul 1,2% de la population a accès à l'eau potable. Sur les 4111 abonnés de la Regideso, seuls 1707 sont desservis avec un point d'eau à domicile. A Muyumba dans le territoire de Manono, il n'y a ni source ni puits mais plusieurs marécages: la population tire l'eau de boisson dans des puits ayant moins d'un mètre de profondeur à cause de l'éboulement des puits (*encadré ou référence photo du puits le plus fréquenté à Muyumba*). A Kaseya, les trois sources aménagées ont été détruites pendant la guerre. A Kaboto, la source aménagée est souvent envahie en amont par les porcs, ce qui provoque la contamination de l'eau surtout pendant la saison des pluies.

Territoire	Site	Population ayant accès a l'eau potable	% Population ayant accès a l'eau potable
Kalemie	Bendera	0	0
	Kalemie centre	1707	1,2
	Kyoko	0	0
Nyunzu	Mulongo	0	0
	Muhuya	0	0
	Kabeya-Mayi	0	0
Kongolo	Kongolo centre	32500	65
	Sola	2500	83
	Kaseya	0	0

Manono	Kanteba	5330	25,6
	Muyumba	0	0
	Ankoro	10800	60
Kabongo	Kitenge cité	1350	15,5
	Budi	660	30
	Kilewo	0	0
	Kaboto	2960	80
Mitwaba	Mitwaba cité	5040	60
	Milongwe	0	0
	Mpenge	0	0
	Kisandi	1300	65

L'enquête conduite par l'ONG GOAL à Manono indique seuls 25,6% de ménages ont accès à l'eau potable dans trois zones de santé de Manono et Mulongo ; mais 4,4% dans la zone de santé de Kiambi. 50% des endroits visités n'ont aucun accès à l'eau potable.

3. HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

La moyenne d'hygiène corporelle dans les villages peut être estimée à plus de 60% dans les villages où il y a une reprise des activités économiques et où s'est déjà établi un flux d'échanges avec l'extérieur (villages Mapanda/Bendera, Muhuya, Kaboto, Sola, Kanteba, Kisandi). Par contre, le niveau d'hygiène des habitants tombe en dessous de 20% dans les villages fortement enclavées et surtout chez les retournés récents. C'est notamment le cas des habitants des villages Kilewu à Kitenge, Milongwe et Mpenge à Mitwaba où nous avons observé que tous les habitants portaient des tenues usées, délabrées et très sales tandis que 90% d'enfants rencontrés étaient presque nus ou à moitié habillés.

Moins de 90% des personnes utilisent le savon de qualité de façon régulière (au moins quatre fois par semaine dans les villages). La plupart des personnes rencontrées utilisent le savon de préparation artisanal et d'autres encore recourent à une recette traditionnelle d'où ils obtiennent dont l'innocuité n'est pas établie (à Kaboto, les femmes nous ont présenté un savon traditionnel de couleur noire qu'elles utilisent en lieu et place du savon manufacturé).

3.1 Hygiène corporelle

Nous n'avons enregistré aucun interdit sur l'hygiène corporelle auprès de personnes interrogées pouvant influencer de façon négative leur comportement. Dans tous les sites, les gens ont déclaré qu'ils se lavent chaque jour le corps au moins une fois avec ou sans savon.

L'état de pauvreté et de précarité dans lequel vivent les populations rencontrées pousse les gens à se préoccuper d'abord de leur survie. Dans les villages, mêmes les personnes les plus avisées manquent également les ressources pour se conformer aux règles d'hygiène.

Les parents ne disposent pas de ressources suffisantes pour combler leurs propres besoins ni ceux de leurs enfants en matière de nourriture ou d'habillement pour les protéger contre le froid. Les enfants sont alors exposés au froid et aux infections respiratoires. De même, les femmes préparent et conservent les aliments dans ustensiles usés les exposant ainsi à des contaminations extérieures.

A Kyoko, l'équipe a recueilli les préoccupations des mères dans le groupe focus-femmes en ces termes :

«La nuit, je deviens très soucieuse au moment d'aller au lit car je ne sais comment couvrir mes enfants. Je ne possède qu'un seul pagne et je dois le mettre à la disposition de mes 7 enfants. Mais je ne peux pas les couvrir directement moi-même car c'est l'unique pagne que je porte depuis la journée. Pour le faire, j'entre dans ma chambre et me débarrasse du pagne. Ensuite, je me tiens au coin de la porte de ma chambre pour ne pas exposer ma propre nudité et de là je tends le pagne à un de mes enfants qui le récupère aussitôt. Le matin, l'enfant avance à reculons devant l'entrée de ma chambre et s'écrie : « Maman, voici /récupère le pagne »

3.2 Hygiène des endroits publics

Dans les villages visités, la salubrité publique est assurée par les comités de santé (relais communautaires) lorsqu'ils sont fonctionnels et sous la supervision de l'administration locale. Elle consiste à l'entretien des sources d'eau, la propreté des marchés, des écoles et autres voies publiques. L'équipe a noté que l'hygiène des endroits publics est largement tributaire du dynamisme de l'autorité locale en place. Au village Mapanda/Mahila, peu de ménages disposaient de latrine et de trous à ordures dans leurs domiciles avant l'installation de nouvelles autorités en place. Mais un mois après leur arrivée, la nouvelle équipe administrative a pris des mesures d'encadrement qui ont produit une amélioration nette des conditions d'hygiène. A présent, chaque ménage dispose d'une latrine et d'un trou à ordures et les sources d'eau sont régulièrement entretenues par les femmes.

CONCLUSION

L'incidence du cholera est périodique à Kalemie, Kongolo, Manono ; elle est occasionnée par le tarissement des sources pendant la saison sèche. Par contre, les diarrhées simples et sanglantes sont fréquentes dans tous les districts durant toute l'année. D'où l'importance de programmer des séances de désinfection des cours d'eau par chloration pendant cette période et assurer l'éducation des populations par des campagnes à travers les campagnes de sensibilisation sur les maladies hydriques.

L'aménagement des sources et le forage des puits figure parmi les priorités permettant l'accès à l'eau potable. Il est tout aussi capital de redynamiser et poursuivre l'implantation des comités d'eau, hygiène et assainissement dans toute la région.

Les besoins à combler sont immenses et requièrent la collaboration des intervenants opérant dans ce secteur. L'équipe a identifié les besoins prioritaires ci-après :

- Aménagement des sources et forages des puits
- Forage des puits
- Appui en intrants pour la désinfection des eaux superficielles (rivières, lacs, fleuve)
- Restaurer la fourniture de l'eau dans les hôpitaux et maternités
- Équiper les centres de santé des récipients de haute contenance ou capacité pour le stockage de l'eau
- Redynamiser les comités de santé, chargés de la vulgarisation des mesures d'hygiène et assainissement

Eau : Recommandations

A court terme

- Fournir des intrants de purification et de traitement rapide de l'eau (chlore) et appuyer les BCZS pour la formation des équipes qui seront chargées du traitement et de la purification de l'eau et la supervision dans les sites à risque élevé de cholera (endémique) à l'instar du BCZS/ Kongolo
- Restaurer la fourniture d'eau dans les formations sanitaires (HGR Manono, Kongolo)
- Aménager les sources et le forage des puits dans tous les sites n'ayant aucun point d'eau potable (axes Kalemie–Bendera, Kyoko, Nyunzu, Mbulula, Muyumba, Mufunga-Sampwe)
- Restaurer les sources aménagées et les adductions d'eau bouchées ou détruites à Kaseya, HGR Kongolo
- Assurer la distribution des ustensiles de ménage pour la conservation de l'eau dans les villages qui ont subi des pillages successifs (Kilewu, Milongwe, Muhuya.....)
- Sensibiliser les populations concernées pour une meilleure appropriation de la problématique de l'eau (participation aux travaux de construction d'entretien des sources, des puits et autres contributions)

A long terme

- Renforcer la capacité de fonctionnement des adductions à faible rendement (Budi, Sola)
- Créer un cadre de partenariat et de coordination des intervenants du secteur, chacun selon ses avantages comparatifs, afin de cibler les priorités et pour une utilisation rationnelle des ressources et des compétences (SNHR, ONGs, BZCS)

Assainissement : Recommandations

A court terme

A l'état :

- Faire l'inventaire des structures de santé dépourvues de comité d'eau, hygiène et assainissement au niveau des BZCS et accélérer leur mise en place

Aux intervenants (secteur santé)

- Assurer un appui intégral des services de santé y compris le service d'hygiène et assainissement

A long terme (plus d'un an)

- Assurer la coordination des comités d'hygiène & assainissement des BZCS et le service de l'environnement pour une meilleure collaboration. Les BZCS devraient mobiliser les ressources au niveau local auprès de la communauté et partenaires au développement (si présents) pour l'exécution des travaux d'assainissement.
- Assurer la fourniture des intrants (désinsectisation, dératisation, et autres)

Hygiène: Recommandations

A court terme

- Favoriser l'information, l'éducation des masses par des campagnes de sensibilisation et des formations des leaders sociaux et des groupes au niveau des BCZS.

A long terme

- Faciliter l'établissement des radios communautaires pour l'éducation des populations rurales et réhabiliter les voies de communication pour favoriser la circulation des produits manufacturés (savons,...) afin de réduire leur coût.

4) Education

Le système éducatif congolais, notamment en milieu rural dans le Nord Katanga, est confronté à une véritable crise en termes de fréquentation, de représentation sociale, d'acquisition des connaissances et des capacités. Les guerres successives et l'insécurité quasi permanente ont déplacé plusieurs fois (3, 4 et souvent plus) près de 391.425 personnes, privant ainsi près de 113.500 enfants de l'école primaire et environ 45000 inscrits dans les écoles secondaires d'aller à l'école.

Les enseignants tant du primaire que du secondaire sont peu qualifiés (environ 45%) et manquent de "motivation" (ils ne sont pas payés).

4.1 Données démographiques

Les données démographiques disponibles à partir desquelles sont calculées les taux de scolarisation à l'école primaire et à l'école secondaire ont été estimées sur la base de celles établies par les services de santé et, pourraient ne pas représenter la réalité démographique. Elles sont présentées en annexe (1). Le dernier recensement officiel date de 1984.

4.2 Incidence de la guerre sur l'éducation

Le mouvement de désertion ou de retour au village subi par les 62.000 ménages (15.039 ménages déplacés, 46.825 ménages retournés) au cours du premier semestre 2005 s'est traduit par une réduction drastique de leur pouvoir économique et conséquemment de leurs capacités à supporter les charges de scolarisation de leurs enfants. 113.500 enfants âgés de 5 à 14 ans et 44.600 enfants de niveau secondaires vivant dans ces ménages ont été privés d'école.

Les matériels didactiques et pédagogiques sont régulièrement pillés. Les pupitres ont servi de bois de chauffe notamment à Bendersa (Territoire Kalemie), Mulongo (T. Nyunzu) et Muyumba (T. Manono). Dans les écoles réouvertes, les enfants, faute de pupitres doivent s'asseoir sur des pierres à même le sol, souvent dans des « classes » à ciel ouvert. Dans les localités proches des carrières de mines d'or (Lunga dans le territoire de Nyunzu) de cassitérites (Manono) les enfants abandonnent l'école pour aller y chercher fortune.

4.3 Taux de scolarisation global

Au niveau primaire, le taux de scolarisation observé à partir des écoles visitées atteint en moyenne 65% dans l'ensemble des territoires du Nord Katanga mais connaît des disparités d'un territoire à l'autre. Les taux les plus faibles sont observés dans le poste d'encadrement administratif de Ankoro (14% dans le primaire), le territoire de Mitwaba

(26% dans le primaire, 1% dans le secondaire). Les taux les plus élevés dans les territoires observés se rencontrent à Nyunzu (30% dans le primaire 45% dans le secondaire), à Kongolo 45% dans le primaire et 23% dans le secondaire.

Cette disparité s'observe également entre les effectifs des garçons et ceux des filles. A Ankoro (territoire de Manono) le taux de scolarisation des filles n'est que 23% contre 45% pour les garçons, à Kaseya (territoire de Kongolo) elle représente 27% contre 51% chez les garçons. La parité la plus parfaite s'établit à Mitwaba 15% de filles pour 16% de garçons.

Hors des territoires observés, le taux de scolarisation le plus élevé, 77%, s'établit dans le territoire de Kabongo et le moins élevé, 21% dans celui de Moba en raison de l'insuffisance des infrastructures scolaires, de la pauvreté généralisée des familles.

4.4 Taux comparé de scolarisation filles/garçons « Toutes les filles à l'école ! »

L'appel de l'UNICEF « Toutes les filles à l'école » lancé au début de l'année scolaire 2004-2005, consistant à distribuer des kits scolaires (mallette plastique contenant : cahiers, stylo, ardoise, crayon, etc) aux filles a rencontré un enthousiasme favorable. Les parents ont inscrit leurs filles à l'école en espérant une gratuité des frais scolaires ou des subventions sous forme de bourses qu'octroierait l'Organisation. Les parents ont vite désenchanté quand les frais de scolarité leur ont été demandés (car ils devaient déboursier le même montant (autant) pour leurs filles que pour les garçons) ce qui a entraîné une baisse de scolarisation enregistrée chez les filles aux deuxième et troisième trimestres.

Plusieurs raisons pourraient expliquer cette situation :

- les mères préfèrent garder leurs filles à la maison pour surveiller leurs jeunes frères et sœurs et les préparer de cette façon au mariage ;
- face aux (à leurs) ressources limitées des parents, (les parents) ils donnent (accordent) la préférence à l'inscription des garçons ;
- les filles font aussi/également l'objet de violences diverses. Par mesure de prudence, les parents préfèrent les garder à la maison afin de les préserver de toute agression/violence ;
- les parents ne perçoivent pas réellement encore l'intérêt pour la fille de fréquenter l'école.

Les raisons économiques frappent dans une moindre mesure les garçons qui quittent l'école pour s'adonner à des activités d'extraction minière et à des petits métiers (transporteurs à vélo, commerce de marchandises diverses) dès que les parents ne sont plus capables de les soutenir.

4.5 Taux d'abandon en cours d'année

Au primaire : Des données qui ressortent de l'information obtenue dans plus de 30 écoles visitées dans les districts du Nord Katanga, il a été constaté qu'en moyenne les filles ont abandonné l'école primaire en cours d'année au taux moyen de 45% alors que les garçons l'ont quittée au rythme moyen de 28 %. Ceci indique un écart de 17%. Les forts taux d'abandon (83% à Kabeya-Mayi, 81% à Kyoko, 70% à Muyumba) constatés chez les filles dans les écoles en milieu rural traduisent l'insuffisance de réponse que celles-ci dans leur état actuel ne peuvent leur apporter et aussi en raison

de la pauvreté des parents, du mariage précoce des filles. Les taux d'abandon par les garçons sont nettement plus élevés dans les territoires où existent des activités d'exploitation minière. En revanche celui des filles s'explique par les raisons évoquées ci-dessus.

Tableau : Taux d'abandons

TERRITOIRE	LOCALITE	TAUX ABANDON %		OBSERVATIONS
		Garçons	Filles	
Kongolo	Muledi	53	42	Exploitation cassitérite
Kalemie	Bendera	45	27	Mine d'or de Lunga
Kalemie	Kyoko	31	81	
Nuyunzu	Mulungo	43	30	Mine d'or de Lunga
Kongolo	Kabeya-Mayi	25	83	
Manono	Muyumba	2	70	
Kabongo		38	55	Nombre filles supérieur à celui des garçons, mais abandon massif des filles en cours d'année
TOTAL		44	55	

Au Secondaire : Les taux d'abandon les plus significatifs dans le secondaire sont respectivement de 19% à Manono **territoire/centre** contre 4% de filles. A Mitwaba par contre ce sont plus de 44% de filles qui quittent l'école en cours d'année. Pour le territoire de Manono, les explications pourraient se trouver davantage dans la maturité et la prise de conscience des filles et aussi dans le fait que les parents sont urbains bénéficiant d'une meilleure attention de leur part. Par contre Mitwaba ne bénéficie pas d'infrastructures scolaires suffisantes pour accueillir les filles dans les filières de leur choix.

A Mitwaba, l'abandon de l'école par 44 % des filles pourraient s'expliquer par le fait que la localité ne dispose pas de structures d'enseignement secondaire suffisantes et adaptées pour répondre aux besoins des filles.

4.6 Rôle des écoles conventionnées

Les écoles conventionnées jouent un rôle majeur dans le maintien du taux de scolarisation dans les territoires du Nord Katanga. Le tableau ci-dessous démontre clairement que dans le rapport écoles subventionnées/écoles non subventionnées, les premières représenterait plus de 87% des écoles et, scolarisent plus de 80% des effectifs scolaires actuels.

Tableau N° Rôle des écoles conventionnées

Territoires	Nombre écoles conventionnées	Ecoles Etat	Nombre total écoles
Kalemie	106	24	130
Nuyunzu	173	8	181
Manono	125	25	150
Mitwaba	43	7	50
TOTAL	447	64	511

4.7. Accès économiques

Coût moyen des frais de scolarité et des fournitures

Le coût de scolarisation s'établit ainsi :

Au primaire

Les charges de scolarisation au primaire sont constituées de deux éléments :

- **Les charges de scolarité** dont les montants sont variables selon le réseau d'enseignement conventionné ou non conventionné et selon le milieu, mais en général, les frais dits de scolarité varient entre \$5 et \$13 par enfant et par an en milieu rural et entre \$10 et \$20 dans les centres urbains (\$20 à Manono, \$18 à Kongolo, \$15 à Nyunzu).
- **Le coût des fournitures** y compris la tenue uniforme de l'enfant, varie de \$ 8 à \$ 20 à l'école primaire et ceux-ci incluent les frais de fonctionnement de l'école (papiers, stylo, craies et autres fournitures destinées au fonctionnement de l'école, etc).

Des interventions ponctuelles (participation des parents à la réfection de l'école,) peuvent être requises. Celles-ci se situent généralement entre FC 100 et 200 par an.

De plus, 2100FC (\$4,2) sont requis au titre des frais de participation au test national de fin d'études primaires (TENAFEP).

Au secondaire

A l'école secondaire, les frais de scolarité varient entre 20\$ à l'école secondaire de Budi (poste administratif de Kitenge) et 35\$ dans le territoire de Nyunzu. Les instituts de formation professionnelle en raison de leur exigence en équipement scientifique et technique sont plus coûteux. Les coûts varient de \$30 à l'institut d'études sociales de Kaseya (territoire de Kongolo), \$50 à l'institut d'études sociales de Mundele et \$75 à l'institut de technique agricole de Nyombe (territoire de Nyunzu).

Par ailleurs, il existe des frais de participation aux examens de fin de cycle qui se présentent ainsi :

- La dissertation et l'examen d'Etat pratiques : \$10
- La session des examens d'Etat \$10.

Salaires de enseignants

L'instabilité qui prévaut encore dans les villages et la hantise d'une reprise probable du conflit n'incitent pas les populations à se mettre au travail ce qui ne rassure pas d'un revenu monétaire dans les prochains jours et ne permet pas aux retournés/déplacés, aux parents d'élèves d'envisager avec sérénité une perspective économique meilleure. Il est ainsi imaginable que pendant longtemps encore la participation des parents aux salaires des enseignants se fera en nature.

Enseignement primaire

Dans la presque totalité des écoles primaires du triangle Kitenge/Ankoro/Mitwaba, les enseignants reçoivent une partie de leurs salaires en nature sous forme de produits alimentaires (Budi, kaboto Kilewu dans le poste administratif de Kitenge ; Kisandi, Nkongo, Kayuba, Kazuzi dans le territoire de Mitwaba ; Bavumbu, Bisanga, Ankoro 2, Musebo dans le poste administratif de Ankoro, territoire de Manono). Ces salaires sont d'un niveau peu motivant (en moyenne 7.500 à 10.000 Francs congolais) et irrégulièrement perçus, notamment la partie en espèces d'un montant de 1.500 à 2.500 FC payée par l'Etat. La contribution des parents à ces salaires, fixée chaque année par

le Gouverneur de Province varie de 150 à 200 francs congolais par mois et par enfant soit au total 1.500 à 2.000 FC pour une année scolaire de 10 mois.

Enseignement secondaire

Dans l'enseignement secondaire, où enseignent les diplômés de niveau D6 qui devraient plutôt travailler dans l'enseignement primaire, les salaires octroyés sont également très bas (en moyenne de 5.000 à 12.000 Francs congolais pour un enseignant de niveau D6, diplômé d'un institut de pédagogie). Ces salaires avoisinent ceux de l'enseignement primaire et sont rarement payés.

En raison de l'extrême pauvreté des parents, les classes sont vidées en moyenne de 25% de leurs effectifs à partir du milieu de l'année scolaire. La réussite à l'école ne semble plus être une référence pour l'enfant. Ni le maître ni le fonctionnaire dans le village n'est pour lui un modèle de réussite sociale. Les jeunes quittent l'école pour les carrières d'exploitation artisanale des métaux précieux (or, cassitérite, diamant, coltan, etc.)

Etat des infrastructures : Equipement et Matériel

Les bâtiments scolaires ont servi parfois d'abri aux combattants et autant aux déplacés, mais souvent ils ont été tous incendiés et le mobilier scolaire a servi de bois de cuisine/**chauffe** aux différents groupes armés. Les 20 écoles du poste d'encadrement administratif de Ankoro ont été détruites. A Mitwaba où le taux de scolarisation est déjà trop bas (16% dans le primaire, 1% dans le secondaire) 10 écoles ont été détruites par les Mayi-Mayi. 110 écoles du nord Baluba et 42 autres dans le Secteur de Kabongo (49%) sur les 310 écoles que compte le territoire sont réduites en ruines ; à Kabalo la presque totalité des 100 écoles primaires n'est plus fonctionnelle. **A Kaseya (territoire de Kongolo), l'institut technique agricole, l'unique du genre dans la contrée est complètement détruit.** A Kalemie, l'institut de Mahilo, et l'institut technique vétérinaire sont détruits ; l'institut de technique agricole et de pédagogie de Nyombo (Kongolo) a servi d'abris à différents groupes armés. Au total, ce sont près de 500 établissements d'enseignement qui sont détruits ou rendus non fonctionnels dans l'ensemble du nord Katanga. Les destructions les plus étendues se trouvent dans le territoire de Kabongo (152 établissements détruits) et à Kabalo (100 écoles).

Les latrines et l'eau à l'école

Aucune des 30 écoles visitées ne dispose d'eau dans l'enceinte de l'établissement. Par contre près de 60% des écoles font un effort pour se doter de latrines même dans les milieux les plus éloignés et les plus affectés par les troubles. Ces latrines, construites avec le concours des Comités des parents d'élèves sont faites en pisé avec un toit de paille.

L'apport des partenaires

Dans les territoires de Kalemie, Kongolo, Manono, les ONG CARITAS, NRC, IFESH, JRS, GOAL, déploient des efforts considérables pour venir en appui aux déplacés et retournés et réhabiliter les écoles. Cependant, face à l'immensité des besoins et à l'urgente nécessité de mettre les enfants à l'abri, d'autres partenaires pourront appuyer ces initiatives.

Matériel pédagogique et didactique inexistant

Aucune des 30 écoles visitées ne dispose de matériel didactique ni pédagogique. Quand les enseignants en disposent, ce sont plutôt de vieux manuels ou leurs anciens cahiers. Ils ne peuvent **alors** assurer qu'ils dispensent le cursus officiel.

Qualifications des enseignants

Dans l'enseignement primaire

L'enseignement primaire reçoit de plus en plus des diplômés (D6) sortants des Instituts pédagogiques, (55% à Manono, 48% à Kongolo, 58% à Kabongo) ce qui aurait pu être **un atout pour** améliorer sa qualité **de l'enseignement** n'eut été la démotivation causée par le niveau très faible des salaires et par leur non paiement. **Cependant** Dans cette filière de formation coexistent cependant de nombreux enseignants qui n'ont pas la formation requise pour y travailler (52% à Kongolo, 45% à Manono, 42% à Kabongo, 40% à Ankoro,).

Dans l'enseignement secondaire

C'est surtout au niveau de l'enseignement secondaire où prédominent les diplômés du cycle secondaire que le problème de la qualification des enseignants se pose avec plus d'acuité. A Kongolo, 47% des enseignants ne sont pas qualifiés, à Ankoro sur les 64 enseignants qui exercent dans les 6 établissements d'enseignement secondaire aucun n'a la qualification requise.

Besoins à Combler.

Les besoins à combler dans le domaine de l'éducation sont immenses. Il s'agirait notamment :

- de reconstruire ou réhabiliter environ 500 établissements d'enseignement primaire et secondaire pour abriter environ 75250 filles et garçons. Dans le triangle Kitengé/Ankoro/Mitwaba (**plus de 55% des écoles sont requièrent une réhabilitation profonde**) c'est plus de 55% des écoles qu'il faudrait reconstruire ;
- de fournir environ 25000 pupitres aux écoles détruites dans ce triangle;
- de fournir des équipements didactiques et pédagogiques aux enseignants des 500 établissements.

Recommandations

La restauration de l'autorité de l'Etat et l'instauration de la sécurité constituent les préalables pour garantir la sécurité civile des communautés et favoriser la reprise normale de l'activité éducative.

Court terme : dans une période d'un an

Etat et partenaires

- Appui massif par l'octroi de fournitures scolaires de base à plus de 75000 élèves des écoles primaires conventionnées et non conventionnées dans tous les

territoires du Nord Katanga notamment dans les 20 écoles de Ankoro, les 10 du territoire de Mitwaba et 152 écoles du territoire de Kabongo.

- Inciter par l'information et la mobilisation sociale, les parents à maintenir et à inscrire leurs enfants et notamment les filles à l'école.

Moyen terme : Dans une période de 24 mois

Etat partenaires

- Appui des Autorités politiques et des autres intervenants aux collectivités locales et Comités de parents d'élèves par la fourniture de matériaux de construction, de vivres contre travail pour aider à la réhabilitation des écoles détruites, notamment les 152 écoles du Territoire de Kabongo, les 10 écoles du Territoires de Mitwaba et les 20 du poste d'encadrement administratif de Ankoro. Dans ces territoires les interventions/**attaques par** des groupes armés ont été très intenses.

Etat

- Suppression par les Autorités politiques des frais de scolarité, d'inscription aux différents examens d'Etat ;
- Régularisation des salaires des enseignants des écoles conventionnées et non conventionnées ;
- Appui au renforcement des institutions d'enseignement en fournitures d'équipements, et des capacités des enseignants non qualifiés par l'organisation de sessions de recyclage par les structures compétentes du système éducatif provincial ou national avec l'appui des autres partenaires.

5) Protection

5.1. Les violations de Droits humains et de droit International Humanitaire.

La présence de plusieurs groupes armés ⁵au nord Katanga, source de détérioration de la situation sécuritaire et de violations de droits humains, favorise l'accroissement constant de la vulnérabilité des populations.

Plusieurs cas de tracasseries, notamment des intimidations, extorsions et exactions, arrestations fantaisistes et arbitraires, l'abus de pouvoir ont été rapportés. Le personnel de l'Agence Nationale de Renseignement, les éléments de la Police Nationale Congolaise et des FARDC ainsi que par les groupes armés sont cités comme responsables de ces actes.

110 prévenus civils et militaires sont détenus et poursuivis à Kalemie depuis plus de six mois, leur culpabilité n'est toujours pas établie. 18 personnes arrêtées sans motif valable à Kongolo, (au cachot militaire 6 personnes sur les 8 sont des civils). Des vélos des civils sont systématiquement ravis sur l'axe Bandera, à Nyunzu, à Kongolo. A Nyunzu,

5.2. Les déplacés / retournés

⁵ Groupes armés : Désignent les combattants Mayi-Mayi

Les déplacés et les retournés ont des problèmes spécifiques liés au logement, aux soins médicaux, à l'accès à l'eau potable, accès aux semences, à la prise en charge alimentaire, au retour et à leur réinstallation.

Tableau des déplacés et retournés dans les territoires visités

Territoires/PEA/cité	Population	Ménages déplacés	Personnes déplacées	%	Ménages retournés	Personnes retournées	%	sources
Kitenge et environs	171,446	4,326	31,630	13	22,948	118,491	70	(⁶)
Manono (-Ankoro)	275,409				14,668	84,662	31	(⁷)
Nyunzu	165,012	224	7,656	5	1,120	38,280	23	(⁸)
Kalemie	322,120	2,130	10,650	3	5,135	25,675	8	(⁹)
Kongolo	363,193	981	4,905	1	2,281	11,405	3	(¹⁰)
Mitwaba	187,248	2,309	13,877	7,5	673	3,440	1,8	(¹¹)
Ankoro	61,763	5,069	30,754	50				(¹²)
TOTAL		15,039	89,472		46,825	281,953		(¹³)

(Sources : Commission de mouvement de population pour le district de Tanganyika, Caritas, GOAL, ONG KAL, ONG ACP, ONG APEDE, ONG ADRDA, Nos propres investigations avec les comités des déplacés)

i. Déplacés

Dans le territoire de Mitwaba, il existe 7 sites des déplacés totalisant 9.482. Le PAM, en partenariat avec la Caritas et l'ONG locale ACP (Action contre la pauvreté) assure la prise en charge alimentaire. Cependant, les autres domaines humanitaires ne sont pas couverts (santé, eau, abris et biens non alimentaires).

Les déplacés recensés à Sampwe dans le territoire de Mitwaba (4,401 personnes) ne sont appuyés par aucun programme des partenaires car ces derniers éprouvent de la difficulté à les accéder à cause de l'état de la route. Ils ont réussi à se construire des abris rudimentaires sans aucun accès ni à la terre, ni aux soins de santé. Ils doivent marcher des dizaines de km pour trouver les résidus de manioc dont ils se nourrissent.

Dans les environs de Kalemie, 4 sites sont installés (Camp Makala, Lumbwe, Kabuteya et Lukwagula). Un programme de facilitation de retour piloté par Caritas est en exécution pour 4,500 ménages sur 7,160 recensés en 2003, soit 63%. Les conditions de retour à la vie normale et de réinstallation constituent un autre aspect pour une autre catégorie de personnes de reprendre la vie de tous les jours : Habitats (cases détruites et/ou brûlées, manque de paille pour les reconstruire), absence de culture durant les périodes de guerre (champs abandonnés), disponibilité des semences, difficulté d'approvisionnement en produit vivrier et autres besoins de première nécessité (Habits) ; accès difficile à l'eau potable, aux soins et à l'éducation de première nécessité.

A Mpiana (territoire de Manono), plus de 1,600 personnes sont déplacées à cause des incursions fréquentes des Mayi-Mayi à la fin mai 2005 et sont logées dans des abris de fortune (anciennes bâtisses détruites et en paille).

⁶ Données de la CARITAS – Katanga, de l'ONG KAL, de l'ONG APEDE et des comités des déplacés.

⁷ Données des ONGs (GOAL), des autorités administratives

⁸ Commission mouvement des populations à Kalemie (CARITAS, OCHA, PAM)

⁹ Commission mouvements des populations à Kalemie

¹⁰ Données des organisations paysannes

¹¹ Données de la CARITAS-Katanga, de l'ONG ACP et des comités de déplacés de Mitwaba

¹² Données des comités des déplacés à Ankoro

¹³ Consolidation Mission d'évaluation des besoins humanitaires

Une cohabitation pacifique entre les différentes communautés est perceptible bien qu'il y ait toujours pas une différence significative entre les déplacés et les familles d'accueil à cause de la vulnérabilité des uns et des autres et qu'en revanche, ces dernières subissent le poids de la présence des déplacés.

ii. RETOURNES :

De plus en plus, un défi important est relevé par les personnes déplacées qui retournent volontairement vers leurs milieux d'origine :

- A Ankoro, 90% de 30,754 personnes déplacées sont prêtes à retourner à Manono-centre, (12,391), à Kabalo (4,593), à Kalemie (3,448), à Nyunzu (2,932), à Kongolo (2,714) et dans les Kivu (1,839), malgré une situation sécurité précarité.
- Au Nord de Kitenge à 25 Km, 10,661 personnes sont retournées à Sohe-gare et vivent dans des conditions difficiles. Ils ont trouvé un abri dans les hangars de la compagnie de chemin de fers SNCC mais se retrouvent dans une situation précaire – pas de latrines, pas d'eau potable). Ils ne reçoivent pas d'aide humanitaire car la force armée de Tshindja-tshindja continue d'inquiéter les alentours de cette zone en la rendant inaccessible du point de vue sécuritaire.

Le poste d'encadrement administratif de Kitenge (territoire de Kabongo) s'est totalement vidé de sa population en 2003/ 2004, à cause de la présence à Kaloko à 30 Km à l'ouest, d'un groupe armé Tshindja-tshindja¹⁴, a reçu depuis janvier 2005 jusqu'à ce jour 70 % de sa population, soit **118,491 retournées**. Ces derniers n'ont pu recevoir aucune assistance humanitaire dû à l'insécurité qui prévaut.

La situation sécuritaire dans le nord Katanga n'est pas à considérer comme l'unique raison de déplacement et de retour des déplacés. Le contexte socio-économique et les réalités politico administratives s'ajoutent considérablement pour influencer de manière significative sur le mouvement de population.

Deux scénarii sont envisageables :

Dans les meilleurs de cas, c'est-à-dire, sécurité garantie, amélioration de conditions de vie, le Nord Katanga fera face à un retour massif des personnes déplacées dans leurs zones d'origines. Néanmoins, les conditions de retour seront déterminantes pour mener à bon port cette opération.

En revanche, s'il n'y a aucune avancée significative quand à la garantie de la protection de personnes et de leurs biens et à la neutralisation des groupes armés, un déplacement important de population vers les centres urbains pourrait compromettre les rares programmes en cours. D'où la nécessité de développer un programme d'alerte précoce et de réponse rapide face aux nouveaux besoins.

La réinstallation des retournés ainsi que la reprise de la vie normale constitue un autre problème à résoudre.

5.3. Les enfants

¹⁴ Mot swahili voulant dire : coupeur de tête...

Territoires	Enfants non accompagnés	Enfants démobilisés	Enfants soldats	Enfants orphelins victimes de guerre	observations
Kalemie	600	80			
Kongolo			300	100	¹⁵

300 enfants soldats se retrouvent auprès des unités commandées du chef Mayi-mayi Muta à Kongolo. A Sola, les anciens enfants combattants sont récupérés par le colonel Mufu III de la coordination Mayi-Mayi, basé à Kongolo. La plupart des ces enfants ont été enrôlés dans les différents groupes par force.

Des besoins réels existent en terme de scolarisation, d'accès aux soins médicaux mais les programmes spécifiques pour les enfants

démobilisés et en situation difficiles n'existent pas pour le moment, en dehors des programmes ICLA de NRC pour éducation d'urgence visant le rattrapage des enfants retardés.

5.4. Les femmes

Territoire	Femmes violées	Partenaires	Auteurs	observations
Kongolo	102	PEEDAR, et Mama Maendelelo	Groupes armés	¹⁶
Kitenge	48	MSF-F, APEDE	Groupes armés	¹⁷
Mitwaba	26	Bureau Central de la Zone de santé	Groupes armés	¹⁸

(Sources : ONG PEEDAR, Mama Maendeleo, MSF-F et Bureau Central de la Zone de Santé de Mitwaba)

Des femmes violées, rejetées par la société, n'ont pas des programmes de réinsertion sociale adéquate, et les partenaires dans ce secteur sont limités pour mener des actions efficaces. MSF-F à Kitenge, en partenariat avec APEDE, développe un programme de soins pour les femmes violées dont 50% sont bénéficiaires.

5.5. Désarmés – démobilisation

1090 armes ont été récupérées du territoire de Manono à Kongolo, en passant par Kabongo et Kabalo entre Avril et Mai 2005. Ces armes ont été détruites lors de l'opération de marketing politique « Vélo contre arme » de PAREC¹⁹. Cette opération, mal menée est en cours dans certaines parties des régions visitées et laisse ces anciens combattants sans emploi et sans un programme de transition pour une réinsertion communautaire. Le PNUD/COMREC lance une campagne de

¹⁵ Les enfants soldats auprès de groupe armé du chef Muta, les orphelins encadrés par l'association PROOSACO

¹⁶ Violées en janvier 2005 sont suivies par les 2 associations locales.

¹⁷ Programme de prise en charge incomplet

¹⁸ Dont 3 récemment

¹⁹ PAREC : Organisation « Paix et Réconciliation » du Pasteur Mulunda, proche du Président de la République, développe un programme dans le Nord Katanga basé sur la remise d'un vélo contre une arme. Ce programme est très critiqué car donne un sentiment que l'on récompense des bandits armés.

sensibilisation à Kongolo et à Kalemie, mais la plupart des combattants ayant remis les armes risquent de regagner leurs activités par manque des programmes de réintégration effectifs sur le terrain.

Aucune arme n'a été récupérée dans les secteurs de Kalulu et de Kalenda à Manono, encore sous la juridiction des Mayi-Mayi de Tshinja-tshinja. A Kitanda et à Nguena (secteur Kamalondo non loin de Ankoro, les Mayi-Mayi de Bakanda Bakoka à Mbayo, Kalolo, Lumuna, Ndela 1 et 2, Kilembe, détiennent encore leurs armes. Beaucoup d'armes circulent dans la zone frontalière avec la province du Maniema et dans les carrières de mines d'or. Le cas de Lunga à 118 Km de Nyunzu où les chefs militaires sont installés avec leurs hommes de troupe.

Des armes sont bradées par les militaires. Le solde modique, irrégulièrement versé et le manque de logistique prédisposent à tracasser la population civile. Aussi, La prolifération d'armes de guerre, l'exploitation minière, le braconnage dans les différents parcs du Katanga, (à N'konga près du Parc d'Upemba dans le territoire de Mitwaba) et le ravitaillement en munitions par des intermédiaires nourrissent les échanges commerciaux illégaux et perpétuent la crise.

Certains groupes armés refusent le brassage à cause des exigences non satisfaites (reconnaissance des grades et paiement des primes de guerre). Des responsables FARDC des anciens groupes armés se livrent à l'utilisation abusive des fonds alloués à la prise en charge des familles des militaires, ce qui est à la base des mécontentements des leurs hommes. Des désertions des anciens miliciens des groupes armés sont contrées par leur récupération de force au niveau de coordination des groupes armés pour justifier un nombre important des hommes de troupes, et de fait le montant régulier à recevoir de la hiérarchie militaire.

Dans le territoire de Mitwaba, il n'y a aucun programme de désarmement et de démobilisation en cours ni par la CONADER ni la PAREC.

Le déplacement des groupes armés et des bataillons FARDC vers le centre de brassage à Kamina est gelé aussi à cause des problèmes logistiques (regroupement prévu mais mal préparé et mal organisé). Les acteurs en place, les autorités elles-mêmes et surtout la population civile subissent les conséquences de l'échec d'un processus mal planifié.

5.6. Justice et protection juridique

Le système judiciaire dans la région est très aléatoire. Une différence nette entre un problème coutumier et une infraction civile est à la base des conflits de compétence entre ces deux juridictions. A Nyunzu, un seul tribunal administratif et coutumier dispose de 3 juges pour tout le territoire de 165.012 Habitants.

A Bendera, à 120 Km de Kalemie, un seul cachot au poste d'Encadrement Administratif dessert le seul tribunal coutumier pour les affaires coutumières et un autre tribunal administratif pour les affaires civiles. La prison centrale est sans détenus, et pourtant, les arrestations sont régulières et leur destination est inconnue. Aucune possibilité pour les prévenus de faire appel. A Kongolo, le territoire a un seul parquet secondaire avec un tribunal de police et 29 tribunaux principaux de chefferie, mais

aussi l'existence de deux services de sécurité (ANR et DSR) est un germe d'un conflit latent entre les différentes autorités.

Dans le territoire de Kongolo, il y a un nombre insuffisant des policiers. A 33 Km à Kaseya, sur une population de 2.300 habitants, seuls 8 policiers sont commis pour assurer la protection de personnes et de leurs biens.

A N'konga, le groupe armé sous contrôle de Gédéon s'est transformé en un groupe de greffiers et autres agents de l'Etat, ou officiers de police judiciaire.

5.7. Les besoins en matière de protection en générale

La restauration de l'autorité de l'Etat et l'instauration de la sécurité sont les préalables pour garantir la protection des civils et des communautés. La situation volatile lié à l'activisme des groupes armés au Nord Katanga rend fragiles les couches de vulnérables (les déplacés, les retournés, les enfants....) et les exposent à une insécurité alimentaire et à la mal nutrition, aux problèmes d'accès à l'eau potable et aux soins médicaux.

L'impunité et l'immunité des hommes en armes, érigées en système de gestion sont des éléments de déstabilisation dans cette région. La possession d'une arme fait prévaloir d'une certaine autorité de fait sur les civils et les abus commis ne sont pas réprimés, réconfortant ainsi leurs auteurs. Le manque d'intérêt pour une réponse adéquate par le Gouvernement de la République fait porter au Nord Katanga les germes d'une crise latente à l'instar de ce que connaît le district de l'Ituri.

5.8. Les recommandations :

A court terme

A l'Etat

- Que la politique nationale sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration/réinsertion soit appliquée par la CONADER en synergie avec les autres acteurs, notamment la SMI, le PNUD/ComRec.
- Que l'autorité de l'Etat soit établie sur cette partie de la république, avec une justice distributive.
- Que les structures judiciaires soient renforcées pour lutter contre l'impunité à tout le niveau.
- Que les entités administratives décentralisées soient renforcées.

Aux Agences des Nations Unies et Organisations non gouvernementales :

- Elaborer un plan de contingence pour une réponse adéquate aux besoins croissants (nouveaux accès et pour les retournés);
- PLAIDOYER pour l'élargissement de l'espace humanitaire aux zones encore non accessibles ;
- Mettre en place un mécanisme de « monitoring » des mouvements de population interne (IDPs et retournés) systématique et commun sur l'ensemble de la région au Nord Katanga ;
- Mettre en place une campagne de sensibilisation visant une cessation des actions violentes et particulièrement celles à caractère sexuel

- Mener une campagne de sensibilisation sur le droit international humanitaire en faveur des autorités civiles, militaires, éléments armés et populations civiles.
- renforcer et initier rapidement des campagnes d'information et de sensibilisation aux DIH et au rôle, mandat/ responsabilités des agences humanitaires (UN, MONUC, ONG, CICR, etc..) ;

Aux Bailleurs de fonds

- Agir en amont sur les causes et les sources des conflits en liant l'aide au développement à la bonne gouvernance.
- Appuyer les initiatives déjà mises en œuvre, de façon sectorielle (santé, vivres et non vivres, éducation, sécurité alimentaire, la protection des populations les plus exposées aux violences;...) les besoins spécifiques et les groupes vulnérables premiers bénéficiaires de toute action d'assistance.

A la Monuc

- Faciliter l'acheminement des acteurs et l'assistance humanitaire dans les endroits accessibles
- Plaider pour établir une brigade du Nord Katanga, à l'instar de l'Ituri pour accompagner le gouvernement dans la réunification et la pacification.

A la société civile

- S'impliquer dans les campagnes de sensibilisation et dans les actions qui aboutissent aux réponses aux problèmes d'ordre structurel de la région.

A moyen terme

A l'Etat :

- Jouer son rôle dans la protection des civiles et des communautés.
- Payer ses militaires

Aux Agences des Nations Unies et Organisations non gouvernementales :

- Appuyer le gouvernement à définir des politiques nationales cohérentes en matières de protection, droits de l'homme et renforcer les capacités nationales.

Aux Bailleurs de fonds :

- Mettre en place des programmes de transition entre une assistance d'urgence et des programmes de réhabilitation et de développement durable

MONUC :

Que les sections de la protection de l'enfance, des affaires politiques et des droits de l'homme puissent assurer un monitoring de la situation dans cette partie de la Province.

6) Abris et biens non alimentaires

6.1. Considérations générales

La plupart de maisons dans le nord Katanga (district du Tanganika, le triangle Ankoro Mitwaba Kitenge) sont construites en pisée et groupées. Elles représentent au moins 90% des maisons construites en bois et celles sommairement construites en brique

adobe. La prédominance de ce type de maison est une conséquence de la précarité de la situation socio économique que la population avait hérité de la succession des années de guerre.

Au Katanga, dans les 30 zones visitées, les déplacés (89.472) et les retournés (281.953) totalisant 391.425, est une couche de vulnérables les plus frappés par le problème d'abris. Ceci est une alerte d'autant qu'ils ont des problèmes non seulement liés au logement mais aussi, aux biens non alimentaires. Ayant tout perdu en fuyant l'insécurité, les retournés se retrouvent pour l'heure, dépourvus de possibilités de pouvoir utiliser les matériaux en dure dans la construction voire même reconstruire modestement leur maisons détruites et d'accéder aux biens non alimentaires. La majorité de personnes dont les maisons ont été détruites, ont également de problème foncier dans la mesure où, certains ont simultanément perdu le titre de propriété de leur parcelle.

6.2. Personnes déplacées

Environ 89472 personnes vivent encore en dehors de leur milieu habituel. Près de 60% vivent dans les camps à Kitenge (31630) et à Ankoro (30754). Les autres déplacés 40% (24 949), sont repartis respectivement dans les familles d'accueil (9979) soit 30% et les autres éparpillés dans la forêt vivant dans des conditions inhumaines (14970) soit 10% (Bendera et Kabeya-Mayi). Dès l'existence des camps des déplacés à Kitenge et à Ankoro, leur aménagement n'avait jamais attiré l'attention des intervenants faute de moyen et la présence des organisations d'aide humanitaires dans le secteur d'abris.

Pour l'heure, les déplacés vivent aux camps sans logement adéquat. Les cases dans lesquelles ils vivent ont été construites de façon rudimentaire par eux-mêmes sans tenir compte des conditions environnementales. Les risques que représentent les conditions dans lesquelles ils vivent aux camps, les prédisposent aux intempéries (froid, chaleur, l'eau de pluie...).

6.3. Retournés

Parmi les 281953 personnes retournées, environ (42%) soit 118491 personnes sont des retournés vivant à Kitenge. Les 52% sont partagés entre Nyunzu, Kalemie, Kongolo et Mitwaba.

Le retour de ces personnes s'est heurté à un grand obstacle inhérent aux problèmes de logement. Ceux qui ont effectué le mouvement de retour, ont trouvé leurs maisons détruites et/ou incendiées soit pendant la guerre et/ou écroulées par manque de résistance du faite d'être inoccupée pendant des longues périodes. Nonobstant ce type de difficulté, les retournés n'ont jamais bénéficié d'une assistance en terme d'abris. Les retournés font face à un manque cruel de structure d'accueil faute d'intervenants. MSF-E est l'unique organisation qui intervient dans la contrée et ses activités sont uniquement focalisées dans la santé.

Les personnes qui retournent partagent par convenance ou non de petites maisons avec leurs voisins immédiats temporairement. A Kabeyamayi, village situé à 45km au Nord de Nyunzu et Kyoko, plus ou moins 120km Nord Ouest de Kalemie, une petite maison non cloisonnée est partagée entre deux familles.

6.4 Biens non alimentaires

La complexité de l'insécurité engendrée par la présence de groupes armés contribue à la réduction de l'accès humanitaire. Les déplacés qui vivent dans les camps, dans des familles d'accueil et ceux qui sont éparpillés dans la forêt, ont du mal à retourner et ont des difficultés de pouvoir renouer avec la vie normale. Ceux qui vivent aux camps y sont sans assistance (Ustensile de cuisine et autres bien non alimentaire). Les retournés constituent maintenant une charge pour les familles d'accueil. Ces dernières mènent aussi une vie de précarité. Faute d'ustensiles de cuisine, les familles font recours aux boîtes de conserve vidées de leur contenu pour la cuisson comme à Kiléo.

6.5. Habillement

Les couches de vulnérables (déplacés, retournés) sont à peine vêtues. Le manque d'habits représente un risque qui expose la population aux intempéries (les enfants, les femmes et les vieillards). Dans les villages de Kabeya Mayi, les pygmées ne font pas l'exception, à l'instar de Kaboto, Kiléo, Budi.

Besoins à couvrir

La couverture de besoins en terme d'abris et biens non alimentaires requiert une attention en faveur de personnes retournées, notamment à Muyumba (territoire de Manono, Kitenge, et les déplacées dans le territoire de Mitwaba (Milongwe, pengwe, Kisandji, Mazombwe) et Kiléo. Pour ces secteurs, la présence d'intervenants dans les zones de retour des déplacés reste un préalable incontournable.

Recommandations

1) A l'Etat :

- A court terme : Il importe que la protection juridique soit accordée aux familles qui doivent saisir la justice pour être réhabilités dans leur droit, et récupérer leur titre de propriété foncière perdu pendant la guerre;
- Garantir la sécurité et l'accès des humanitaires aux bénéficiaires à Mbulula, à N'konga.
- A long terme : Le gouvernement local doit jouer un rôle prépondérant dans la mesure où il est le seul responsable à pouvoir garantir l'octroi de terres aux retournés et ménages désireux les obtenir en prévision de la reconstruction de leurs maisons détruites pendant la guerre.

2) Aux Agences de nations unies et les ONG internationales :

- L'identification des familles dont les maisons ont été détruites pendant la guerre et qui éprouvent actuellement les problèmes de logement, serait opérée en prévision d'une assistance à solliciter par les ONGs en terme d'abris. Ceci pourrait tenir compte d'une planification à court et à long terme ;
- La distribution de biens non alimentaire (Habits, kits de cuisine et couvertures...) à Kiléo, Mitwaba, Budi aux personnes déplacées et aux retournées, et la sensibilisation des communautés au respect de règle d'hygiène et l'assainissement du milieu seraient bénéfiques aux familles nécessiteuses ;
- Tenir compte de tous les problèmes spécifiques des déplacés (abris, accès à l'eau, le kit de retour, habillement...)

3) A la Monuc :

- La présence de la Monuc (Milobs) pour faciliter l'intervention des acteurs humanitaires dans les zones à présence groupes armées.